

Réponse d'Orange France à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision précisant les méthodes de comptabilisation, de recouvrement et de tarification des coûts liés aux demandes de conservation des numéros mobiles en France.

Synthèse

Orange France constate avec surprise que l'estimation des coûts telle que proposée dans le projet de décision de l'ARCEP conduirait à faire **chuter le coût unitaire supporté par l'OPD et facturé à l'OPR, de 12 € en PNM V1 à 0.25 € / 1 € en PNM V2**, soit une **baisse** comprise entre 92% et 98%.

Quant à celui facturé par l'OPA à l'OPR, il serait purement et simplement supprimé, passant de **3.2 € à 0 €**.

En premier lieu, Orange France s'étonne de l'omission qui a été faite des **coûts supportés par l'OPA et recouvrables auprès de l'OPR**. L'opérateur estime que **le recouvrement** au moyen de la **facturation de la prestation de réacheminement du trafic** à destination des numéros portés qui pourrait être éventuellement envisagé serait inapproprié dans la mesure où l'**inducteur du coût supporté par l'OPA est l'acte de portage lui-même** et non pas le réacheminement du trafic.

En conséquence, Orange France estime **que le mécanisme de recouvrement des coûts de l'OPA auprès de l'OPR, en vigueur en PNM V1, doit être maintenu dans le cadre de la PNM V2 et précisé par la décision.**

En second lieu, Orange France s'interroge sur les fondements d'une **baisse du coût de l'OPD telle qu'estimée par le projet de décision entre 92 % et 98%.**

Si l'analyse des facteurs influençant le niveau du coût unitaire supporté par l'OPD lors de l'acte de portage a mis en évidence des **évolutions entre les PNM V1 et V2**, ces dernières **ne justifient aucunement un tel niveau de baisse**. Cette **analyse est par ailleurs confirmée par un benchmark international** qui fait apparaître des coûts de portage en simple guichet **divisés par 2** par rapport au double guichet ; un facteur très inférieur à celui envisagé par l'Autorité et compris entre **12 et 48.**

En revanche, **le changement de périmètre des coûts pertinents** définis par la **décision n° 2002-549 de l'Autorité** proposé par le projet de décision conduit à une diminution substantielle, entre les PNM V1 et V2, des **coûts recouvrables par l'OPD auprès de l'OPR**.

Un changement fondamental de périmètre sur lequel l'Autorité ne donne aucune explication motivée.

L'opérateur relève que l'Autorité a **modifié sa méthode d'analyse par rapport à celle menée pour la PNM V1**. L'Autorité avait alors fixé le tarif de 15.2 € en s'appuyant sur les évaluations des **coûts complets** fournies par les opérateurs, un **benchmark** international et la référence du **catalogue d'interconnexion de France Télécom**. Orange France s'interroge sur les motifs qui ont conduit l'Autorité à écarter pour la PNM V2 une méthode jugée appropriée pour la PNM V1.

Orange France marque d'autant plus son étonnement que la méthode consistant à s'appuyer sur un **benchmark** national ou international est **prévus par le décret n°2006-82 relatif à la portabilité du numéro.**

En conséquence, Orange France souhaite que l'Autorité **conserve**, pour fixer le tarif inter-opérateur de la PNM V2, **la méthode qu'elle avait retenue pour la PNM V1** en étayant son analyse d'un **benchmark national et/ou international, d'estimations des coûts complets des opérateurs, voire de tout élément d'étude pertinent.**

Orange France demande également que l'Autorité **retienne, pour la PNM V2, le périmètre des coûts et la méthode de recouvrement qu'elle avait considérés comme pertinents en PNM V1.**

En conséquence, Orange France considère que l'intégralité des coûts incrémentaux et spécifiques à la PNM V2 supportés par l'OPD doit être recouvrée auprès de l'OPR pour les raisons suivantes :

- le bénéficiaire de l'acte de portage générant ces coûts est l'OPR
- Orange France sait valoriser ses coûts incrémentaux, et notamment ceux relatifs aux investissement (par exemple : fonctions existantes comme le système d'information) contrairement à ce qu'avance le projet de décision
- le recouvrement auprès de l'OPR des investissements incrémentaux supportés par l'OPD est prévu par le décret n°2006-82 qui précise que l'Autorité veille « *à assurer une rémunération raisonnable des capitaux employés* »
- le projet de décision écarte le recouvrement des coûts incrémentaux complets de l'OPD auprès de l'OPR sans avoir connaissance de leur niveau, en conséquence de quoi l'Autorité n'est pas en mesure de justifier que le tarif inter-opérateur basé sur ces coûts freinerait la fluidité du marché
- les affirmations du projet de décision conduisant à écarter le recouvrement des coûts incrémentaux complets ne sont par ailleurs corroborées par aucun élément concret tel qu'un benchmark international et/ou national alors que le décret n°2006-82 prévoit que l'Autorité « *peut également prendre en compte les prix en vigueur sur les marchés comparables en France ou à l'étranger.* »
- le recouvrement des coûts incrémentaux d'investissement prévu par le projet de décision auprès de la base d'abonnés de l'OPD n'est pas conforme avec les dispositions du décret n°2006-82 qui précise que l'OPD ne peut facturer les coûts de portage à l'abonné

Pour conclure, Orange France estime pertinent de prendre en compte l'intégralité des coûts incrémentaux dans la détermination du tarif inter-opérateur et propose donc qu'un tarif de l'ordre de **7,28€** soit retenu, sur la base de son coût complet incrémental et du coût du GIE (2.5 €). Orange France précise également qu'un tel tarif inter-opérateur PNM V2 resterait très inférieur au tarif de la PNM V1 ainsi qu'au tarif moyen pratiqué à ce jour en Europe (14.45 €).

SOMMAIRE

1.	Le passage de la PNM V1 à la PNM V2 ferait chuter les coûts facturés à l'OPR par l'OPD et l'OPA de 12 € à (0.25€ / 1€) et de 3.2 € à 0 €.....	7
1.1.	En juin 2003 l'Autorité fixait un tarif inter-opérateur PNM V1 de 15.2 €.....	8
1.1.1.	L'Autorité s'était alors appuyée sur les évaluations des coûts complets des opérateurs, un benchmark international, le tarif appliqué par France Télécom pour les numéros fixes	8
1.1.2.	En réalité, le coût unitaire en PNM V1 était très supérieur à 15.2 €	9
1.1.2.1.	Il avait été évalué sur la base d'une volumétrie prévisionnelle de numéros portés très supérieure à la réalité.....	9
1.1.2.2.	Le coût en PNM V1 estimé par Orange France en tant qu'OPD et OPA était très supérieur à 15,2 €.....	10
1.2.	Les facteurs dont dépendent les coûts unitaires encourus par l'OPD et l'OPA auraient-ils connu de telles évolutions, entre les PNM V1 et V2, qu'elles justifieraient les baisses substantielles prévus par le projet de décision ?	10
1.2.1.	Comparatif, entre les PNM V1 et V2, des prestations réalisées par l'OPD, l'OPA et l'OPR.	11
1.2.1.1.	L'évolution de la prestation de l'OPD en PNM V2 ne justifie aucunement la baisse du coût estimée, par le projet de décision, entre 92 % et 98%.....	11
1.2.1.2.	La prestation de l'OPA n'a pas évolué en PNM V2.....	13
1.2.1.3.	Les prestations de l'OPR en PNM V2 ont évolué sans pour autant réduire significativement celles de l'OPD.....	14
1.2.1.4.	L'intervention en PNM V2 du GIE EGP ne justifie aucunement la baisse substantielle du coût de l'OPD estimée par le projet de décision	15
1.2.1.5.	Un benchmark international donne un tarif moyen inter-opérateur en simple guichet divisé par 2.....	16
1.2.2.	Une progression du volume des numéros portés en PNM V2 très inférieure au facteur de baisse du coût de l'OPD estimé par le projet de décision.....	17
1.2.3.	Comparatif de la nature des coûts et des méthodes de recouvrement retenues par l'Autorité en PNM V1 et PNM V2	18
1.2.3.1.	Les opérateurs supportent les mêmes natures de coûts en PNM V1 et PNM V2, à savoir des coûts d'investissement et de fonctionnement	18
1.2.3.2.	Les méthodes de recouvrement retenues par l'Autorité en PNM V1 et PNM V2 ont été fondamentalement modifiées	19
2.	Orange France conteste le périmètre des coûts incrémentaux et la méthode de recouvrement retenus par le projet de décision	21
2.1.	L'Autorité avait fixé en mai 2007 des tarifs provisoires notablement supérieurs aux estimations du projet de décision.....	21
2.2.	Le projet de décision ne précise pas la méthode de recouvrement des coûts de l'OPA.....	22
2.3.	Contrairement à l'analyse du projet de décision, Orange France supporte des coûts spécifiques PNM V2 sur des fonctions non spécifiques PNM V2	23
2.4.	Le décret n°2006-82 relatif à la portabilité du numéro prévoit une rémunération du capital	24

2.5.	L'exclusion de la majeure partie des coûts incrémentaux est la conséquence d'affirmations corroborées par aucun élément concret.....	25
2.5.1.	Des coûts incrémentaux exclus car supposés non valorisables par le projet de décision..	26
2.5.1.1.	Orange France est en mesure de valoriser ces coûts incrémentaux	26
2.5.1.2.	La préconisation de recouvrer les coûts d'investissement et d'exploitation sur la base d'abonnés de l'OPD n'est pas en conformité avec les dispositions du décret n°2006-82	
2.5.2.	Le projet de décision affirme sans avoir connaissance des coûts complets de l'OPD qu'un tarif basé sur ces derniers serait trop « élevé »	28
2.5.3.	Le projet de décision avance que la pratique de tarifs de portabilité « élevés » freinerait la fluidité du marché sans aucun élément de benchmark ou d'étude pour le corroborer.....	30
2.5.3.1.	Un rapport de l'ERG en 2005 s'exprimait sur la progression de la portabilité dans des pays où le coût de portage était supérieur à 10€	31
2.5.3.2.	Un benchmark international contredit l'analyse s'agissant des impacts néfastes du tarif inter-opérateur sur la fluidité du marché (sources : ldate 2007 et ECC 2005)	32
3.	Orange France demande que l'intégralité des coûts incrémentaux de la PNM V2 supportés par l'OPR et l'OPA soient recouverts auprès de l'OPR	36
3.1.	Orange France sait valoriser l'intégralité de ses coûts incrémentaux et spécifiques à la PNM V2	36
3.2.	Le tarif inter-opérateur PNM V2 comprenant le coût complet incrémental supporté par Orange France et le coût du GIE (2.5 €) est très inférieur au tarif de la PNM V1	37
3.3.	Le tarif inter-opérateur PNM V2 serait positionné parmi les tarifs les plus faibles observés en Europe	38

Définitions

PNM V1 : portabilité du numéro mobile proposée du 30 juin 2003 au 20 mai 2007 dont le parcours client reposait sur un mécanisme de **double guichet**, l'abonné devant s'adresser dans un premier temps à l'opérateur qu'il souhaitait quitter puis dans un deuxième temps à son nouvel opérateur

PNM V2 : portabilité du numéro mobile en place depuis le 21 mai 2007 caractérisée par un dispositif de **simple guichet** (l'abonné s'adresse directement à son nouvel opérateur) et par la **création du GIE EGP**.

OPD : OPérateur Donneur, opérateur à partir duquel le numéro est porté

OPR : OPérateur Receveur, opérateur auprès duquel l'abonné souscrit un nouveau contrat et vers lequel le numéro est porté

OPA : OPérateur Attributaire, opérateur, à qui été attribué le numéro objet de la demande de conservation du numéro

Orange France a pris connaissance avec intérêt du contenu de la présente consultation et accueille favorablement la démarche de l'Autorité consistant à solliciter les différents acteurs sur les méthodes de comptabilisation, recouvrement et tarification des coûts liés aux demandes de conservation des numéros mobiles en métropole.

Toutefois, l'opérateur ne partage pas l'analyse de l'Autorité conduisant à une baisse significative des coûts facturés à l'OPR.

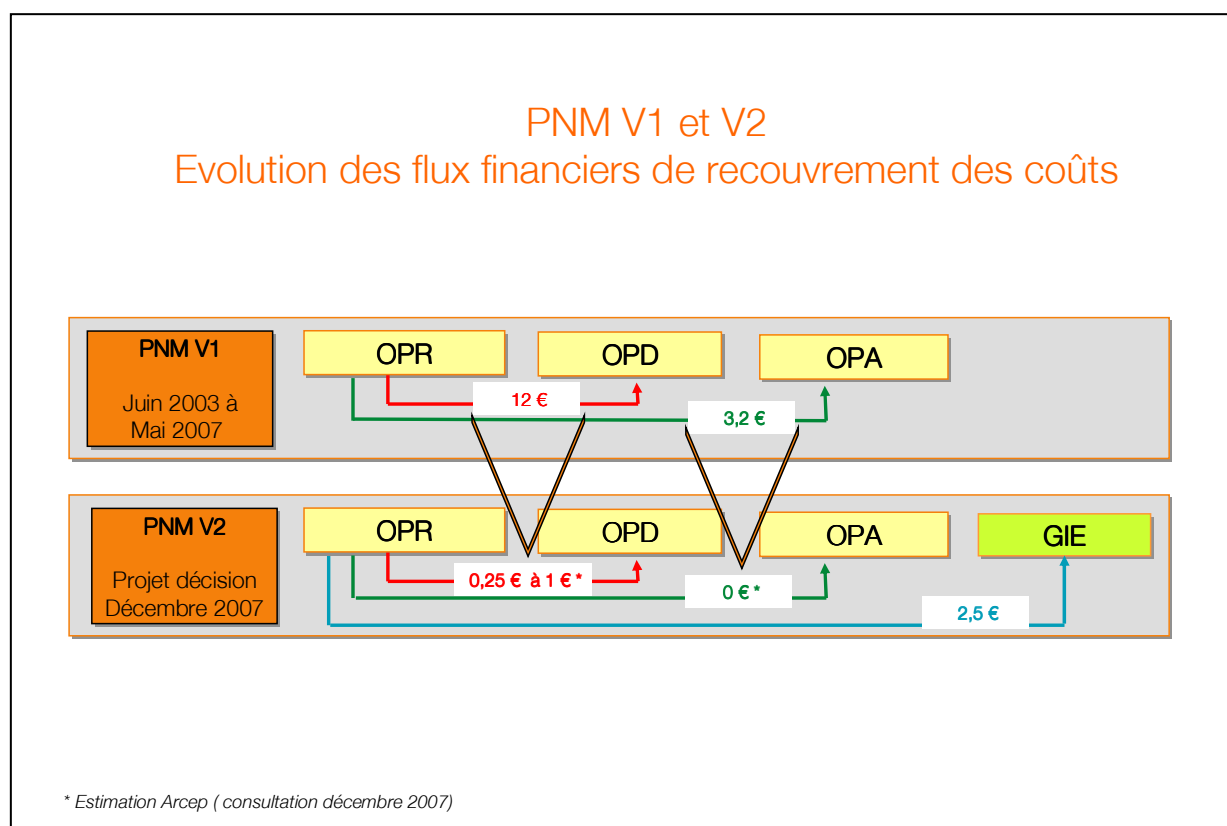
1. Le passage de la PNM V1 à la PNM V2 ferait chuter les coûts facturés à l'OPR par l'OPD et l'OPA de 12 € à (0.25€ / 1€) et de 3.2 € à 0 €

Orange France souhaiterait tout d'abord rappeler que la portabilité en sa version antérieure V1 prévoyait un mécanisme de **double guichet** dans le parcours clients. La PNM V2 se distingue de la PNM V1 par le dispositif de **simple guichet** remplaçant le double guichet et par la **création du GIE EGP** assurant l'intermédiation entre les opérateurs.

Si on retient comme hypothèse l'estimation du coût de portage supporté par l'OPD en PNM V2, donnée par l'Autorité dans le document introduisant la consultation, à savoir entre **0,25 € et 1 €**, on constate alors avec surprise qu'entre les PNM V1 et V2, les coûts facturés entre opérateurs chuteraient considérablement.

L'opérateur s'étonne que le projet de décision ne donne aucune justification à cette baisse.

Le schéma ci-dessous présente l'évolution descensionnelle que connaîtraient les coûts supportés par l'OPD et l'OPA et recouverts auprès de l'OPR entre les PNM V1 et V2.



L'Autorité ne s'exprimant pas dans le cadre de la consultation sur le **tarif facturé par l'OPA à l'OPR**, on peut alors supposer qu'elle le valorise à 0 €.

Il n'en demeure par moins que l'OPA supporte un coût et qu'il est regrettable que l'Autorité n'ait pas mentionné explicitement le mécanisme de recouvrement de ce coût. Orange France demande que la méthode de recouvrement, prévue en PNM V1, relative aux coûts encourus par l'OPA soit maintenue en PNM V2 et développe les motifs de cette demande au paragraphe 2.2.

1.1. En juin 2003 l'Autorité fixait un tarif inter-opérateur PNM V1 de 15.2 €

1.1.1. L'Autorité s'était alors appuyée sur les évaluations des coûts complets des opérateurs, un benchmark international, le tarif appliqué par France Télécom pour les numéros fixes

La décision n° 2002-549 de l'Autorité, en date du 11 juillet 2002, portant adoption des lignes directrices relatives à la PNM V1 prévoyait que les opérateurs adoptent un tarif commun de portage.

Les opérateurs n'ayant pu parvenir à trouver un accord sur le montant commun inter-opérateur des opérations de portage, ces derniers avaient alors communiqué à l'Autorité les hypothèses et les méthodes de calcul aboutissant à leur valorisation individuelle et avaient sollicité l'arbitrage de l'Autorité sur le coût de portage.

L'Autorité s'était appuyée sur plusieurs éléments pour évaluer le tarif du portage inter-opérateur en PNM V1 :

- les évaluations fournies par les opérateurs
- un benchmark international des tarifs de portage
- la référence du catalogue d'interconnexion de France Telecom

Le benchmark faisait apparaître un tarif moyen compris entre 9 et 12 €.

Le tarif de portage inscrit au catalogue d'interconnexion de France Télécom était de 15.2 €.

Il était alors apparu approprié à l'Autorité de retenir le tarif de France Télécom comme référence pour la fixation, à titre provisoire du 30 juin 2003 au 29 juin 2004, du tarif inter-opérateur de la PNM V1.

Les opérateurs avaient donc appliqué le tarif de 15.2 € fixé par l'Autorité, décomposé de la façon suivante :

- 12 € facturés par l'OPD à l'OPR
- 3,2 € facturés par l'OPA à l'OPR

Aucun opérateur n'ayant demandé la révision du tarif, ce dernier a donc été appliqué sur toute la période concernée par la PNM V1ie du 30 juin 2003 au 20 mai 2007.

Orange France constate entre les PNM V1 et V2 un changement fondamental dans les méthodes définies par l'Autorité pour fixer le tarif inter-opérateur.

Contrairement à la PNM V1, l'analyse des coûts supportés par l'OPD en PNM V2, recouvrables auprès de l'OPR, a été menée sans aucune connaissance des coûts complets de l'OPD et sans faire intervenir aucun élément de benchmark national et/ou international.

Orange France ne s'explique pas ce changement de méthode et s'interroge sur les motifs qui ont conduit l'Autorité à écarter pour la PNM V2 une méthode jugée appropriée pour la PNM V1.

Orange France marque d'autant plus son étonnement que la méthode consistant à s'appuyer sur un benchmark national ou international, qui fait malheureusement défaut dans le présent projet de décision, est prévue par le décret n°2006-82 relatif à la portabilité du numéro.

Orange France souhaite que l'Autorité conserve, pour déterminer le tarif inter-opérateur de la PNM V2, la méthode qu'elle avait retenue pour fixer le tarif de la PNM V1 et qui consistait à s'appuyer sur un benchmark national, international, les estimations des coûts complets des opérateurs, voire tout élément d'étude pertinent.

1.1.2. En réalité, le coût unitaire en PNM V1 était très supérieur à 15.2 €

1.1.2.1. Il avait été évalué sur la base d'une volumétrie prévisionnelle de numéros portés très supérieure à la réalité

En juin 2003, les estimations réalisées par les 3 opérateurs s'agissant du parc de numéros portés étaient les suivantes (parc des numéros portés / parc de numéros mobiles) :

- 1% : 12 premiers mois
- 3% : 24 premiers mois
- 5 % : 36 premiers mois

A fin juin 2003, le parc de numéros mobiles en métropole s'élevait à 38 129 700 (*source : Observatoires Arcep*).

On obtient ainsi une estimation du nombre moyen annuel de numéros portés de 635 495 pour l'ensemble du marché.

		parc de portés
année 1	1%	381 297
année 2	3%	1 143 891
année 3	5%	1 906 485
moyenne annuelle de portés		635 495

Il convient de rappeler que le tarif de **15.2 €** a été fixé par l'Autorité à partir d'éléments portés à sa connaissance et précisés au paragraphe 1.1.1 dont l'estimation, produite par les opérateurs, du nombre moyen annuel de numéros portés sur la période 2003-2006, à savoir 635 495 numéros portés.

Or cette estimation du coût unitaire était très inférieure à la réalité puisque comme le témoignent les chiffres publiés par l'Autorité la moyenne annuelle du nombre de portés sur la période 2003-2006 était de 277 543.

source : Observatoires Arcep		parc de numéros portés	nombre de portés sur l'année
déc-03	45 300	45 300	
dec 04	250 700	205 400	
dec 05	549 700	299 000	
dec 06	971 400	421 700	
moyenne annuelle sur la période juin 2003- décembre 2006			277 543

L'estimation du nombre de numéros portés était supérieure à la réalité d'un facteur 2,3, et conduisait ainsi à une diminution mécanique du coût unitaire prévisionnel par rapport au coût unitaire réel.

Le **coût unitaire révisé** sur la base de la **volumétrie réelle** aurait alors été :
 $15,2 \text{ €} * 277\,543 / 635\,495 = \mathbf{35\text{€}}$.

1.1.2.2. Le coût en PNM V1 estimé par Orange France en tant qu'OPD et OPA était très supérieur à 15,2 €

En 2003, dans le cadre de la PNM V1, Orange France avait évalué et porté à la connaissance de l'Autorité son coût unitaire supporté en tant qu'OPA et OPD ; il s'élevait [SDA].

Il convient de rappeler que cette évaluation avait été effectuée, tout comme les 15,2 €, sur la base d'une volumétrie prévisionnelle très supérieure à la réalité et conduisant donc à un **coût unitaire réel plus élevé** que [SDA].

1.2. Les facteurs dont dépendent les coûts unitaires encourus par l'OPD et l'OPA auraient-ils connu de telles évolutions, entre les PNM V1 et V2, qu'elles justifieraient les baisses substantielles prévus par le projet de décision ?

Orange France s'étonne que le passage de la PNM V1 à la PNM V2 induise un tel niveau de baisse sur les coûts unitaires supportés par l'OPD et l'OPA, à savoir entre **92 % et 98% pour l'OPD** et **100 % pour l'OPA**, et s'interrogeant sur les facteurs inducteurs ne peut que regretter que l'Autorité n'ait pas mené une **analyse comparative** entre les PNM V1 et V2 mettant en lumière les causes de cette baisse.

L'Autorité a bien rappelé les évolutions des modalités de conservation des numéros mobiles en métropole, mais il n'est donné dans le projet de décision **aucun élément différenciant entre les PNM V1 et V2 justifiant la baisse considérable des coûts unitaires**.

Orange France se propose donc de conduire une analyse visant à déterminer si des évolutions sont intervenues justifiant un tel niveau de baisse entre les PNM V1 et V2.

Tout d'abord, il est important de comprendre quels sont les facteurs influençant le niveau de ces coûts unitaires ; il s'agit des prestations des opérateurs, du volume de numéros portés, de la nature des coûts supportés par les opérateurs, et de la méthode de recouvrement appliquée.

On peut ainsi en déduire que l'évolution éventuelle de ces coûts unitaires consécutive au passage de la PNM V1 à la PNM V2 pourrait être le résultat :

- d'une évolution des prestations des opérateurs
- d'une variation du volume de numéros portés
- d'une différence de type de coûts
- de la modification de la méthode de recouvrement

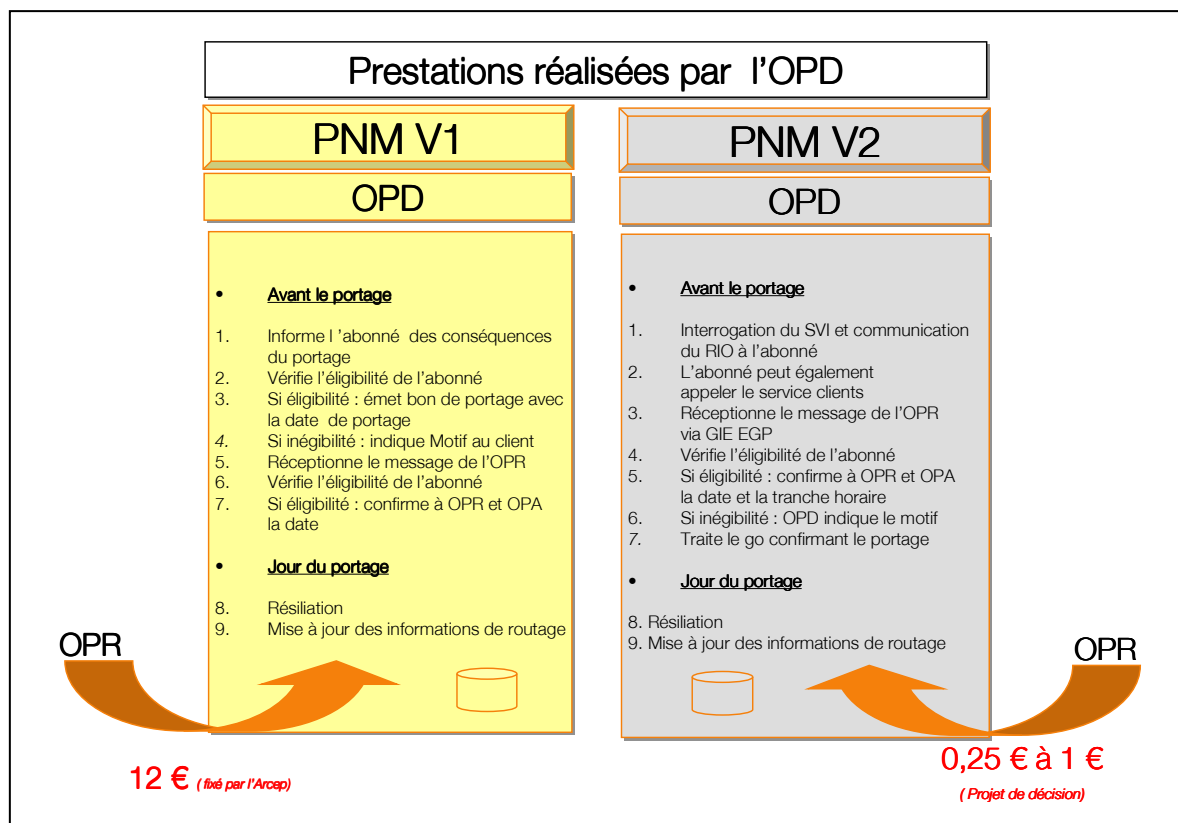
Orange France va donc mener une analyse comparative entre les PNM V1 et V2 des différents paramètres indiqués ci-dessus afin d'identifier s'ils ont connu une variation qui justifierait le niveau de baisse que présentent les coûts de portage estimés par le projet de décision.

Nous allons conduire notre analyse rétroactivement depuis le lancement de la PNM V1 en juin 2003 jusqu'à la PNM V2 en régime nominal sur 2008.

1.2.1.Comparatif, entre les PNM V1 et V2, des prestations réalisées par l'OPD, l'OPA et l'OPR

1.2.1.1. L'évolution de la prestation de l'OPD en PNM V2 ne justifie aucunement la baisse du coût estimée, par le projet de décision, entre 92 % et 98%

Le schéma ci-dessous présente les prestations réalisées par l'OPD lors d'un acte de portage en PNM V1 et PNM V2.



On observe donc 2 différences de prestations entre les PNM V1 et V2 :

- la première : au lieu d'émettre un bon de portage papier indiquant la date de portage et de l'adresser à l'abonné comme prévu en PNM V1, l'OPD en PNM V2 informe le client via un SVI et communique le RIO au client soit par sms, e-mail ou depuis l'espace client sur le web
- la deuxième : en PNM V2, l'OPD ne réceptionne plus la demande de portage directement de l'abonné mais la reçoit de l'OPR via le GIE EGP

Il n'y a donc pas de réduction des prestations assurées par l'OPD en PNM V2 mais une **différence** au niveau de :

- la nature de la prestation :

- En V2, le SVI et le sms/e-mail/web prennent la place de l'appel au service client et du bon papier.

Il convient toutefois de rappeler que **l'abonné a toujours la possibilité d'appeler le service clients de l'OPD en PNM V2. La décision n° 2006-0381 de l'Autorité prévoit en effet que « l'abonné doit pouvoir obtenir son relevé d'identité opérateur auprès du service commercial de l'opérateur sur simple demande. »**

- l'interlocuteur :

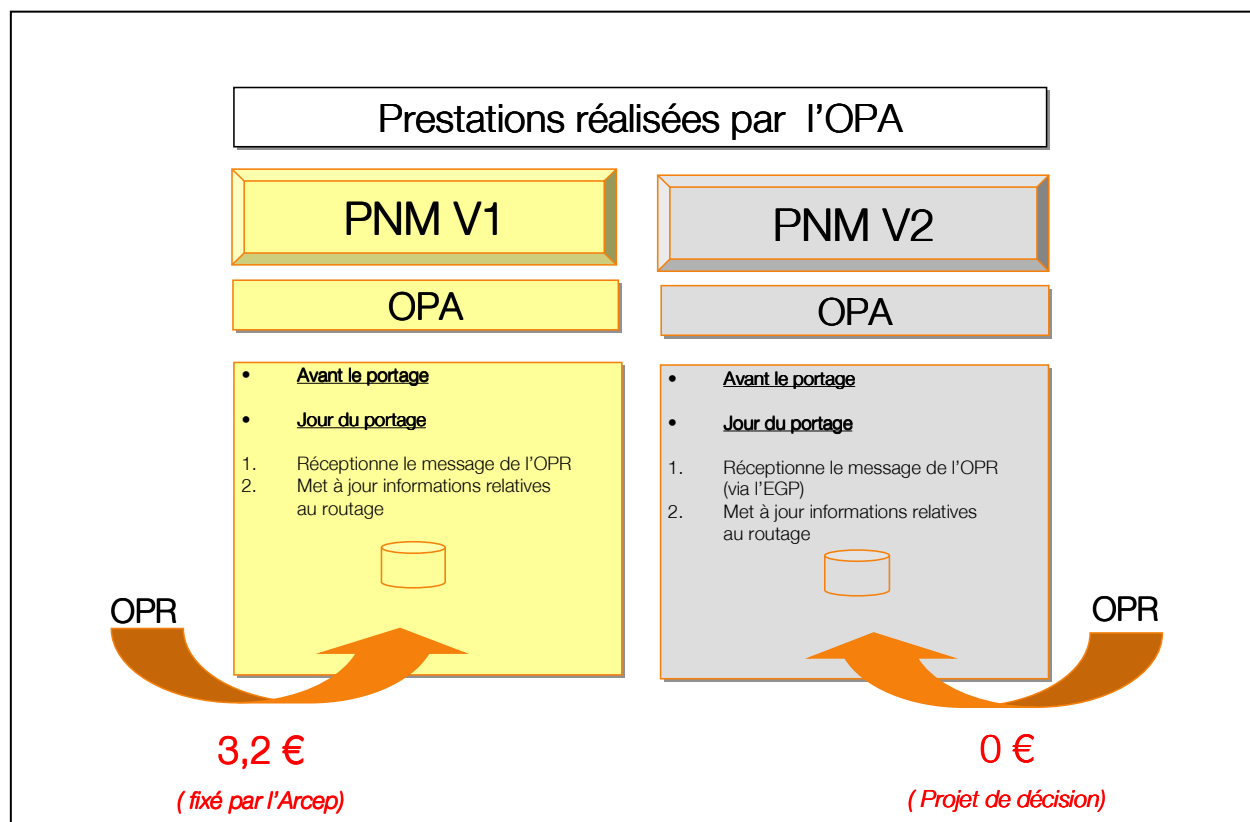
- En V2, l'OPD réceptionne la demande de portage via le GIE EGP au lieu de la recevoir du client

Il apparaît ainsi difficile d'envisager que cette évolution des prestations puisse réduire le coût unitaire de l'OPD de 92 % à 98 %.

La mise en regard des prestations fournies par l'OPD entre la PNM V1 et la PNM V2 permet de conclure qu'il n'apparaît pas de différences majeures qui puissent justifier une baisse de 92 % à 98% du coût de la prestation réalisée par l'OPD.

1.2.1.2. La prestation de l'OPA n'a pas évolué en PNM V2

Le schéma qui suit détaille les prestations fournies par l'OPA lors d'un acte de portage en PNM V1 et PNM V2.



On constate donc que les prestations réalisées par l'OPA lors d'un acte de portage n'ont pas évolué entre les PNM V1 et V2, hormis le fait que le message, délivré par l'OPR à l'OPA en PNM V1, est communiqué à l'OPA en PNM V2 par le GIE EGP.

Les prestations sont identiques, le changement d'interlocuteur avec le GIE EGP prenant la place en PNM V2 de l'OPR n'intervient pas sur le coût de la prestation.
Rien n'explique alors une baisse du coût unitaire de 100 %.

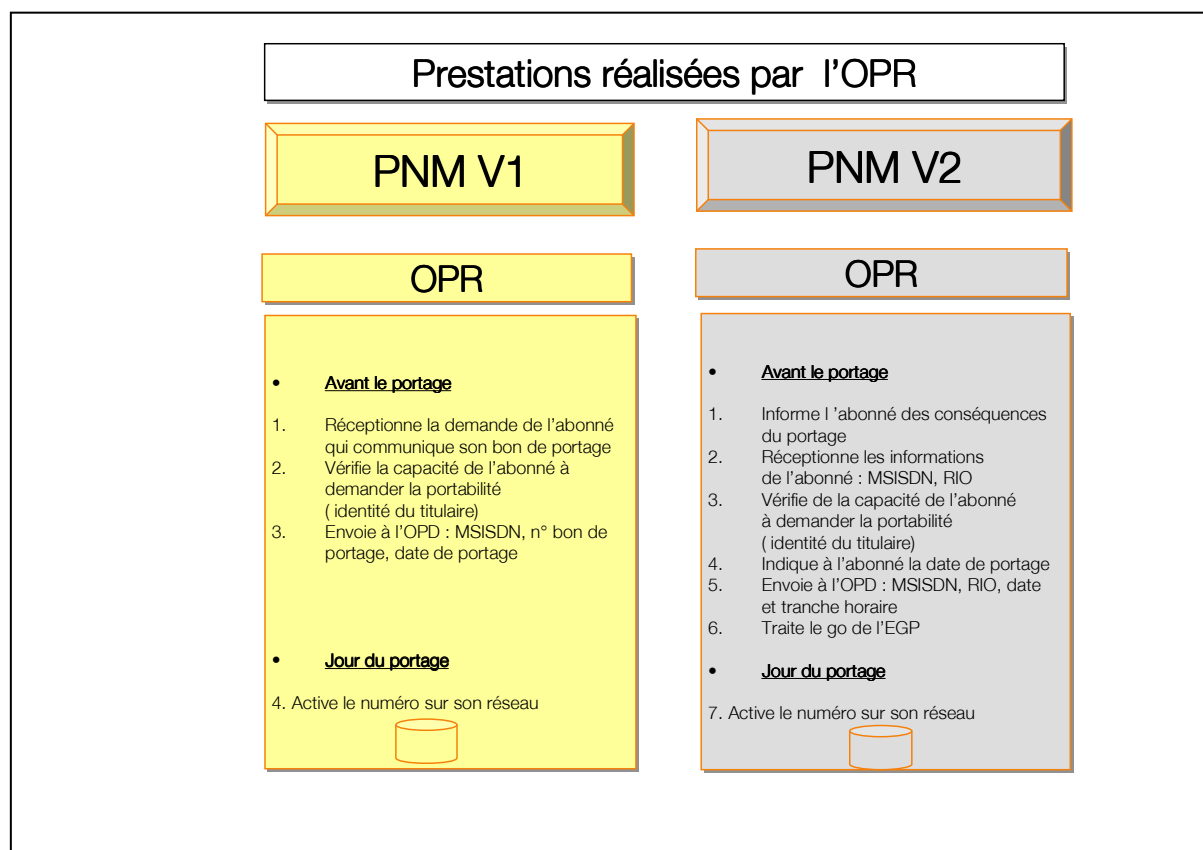
Par ailleurs, Orange France s'étonne que l'Autorité ne s'exprime pas dans le cadre de ce projet de décision sur les coûts supportés par l'OPA.

Bien que le projet de décision n'indique pas explicitement que les coûts supportés par l'OPA sont recouverts au moyen de la facturation de la prestation de re-routage, Orange France le comprend ainsi puisqu'il est précisé s'agissant des prestations de l'OPA que la « [...] Mise à jour des informations relatives au routage des appels à destination du numéro » est « portée par l'opérateur attributaire. Pour les opérateurs disposant d'une architecture d'interconnexion indirecte, la fin de cette mise à jour permet à l'opérateur attributaire de réacheminer le trafic à destination des numéros portés vers l'opérateur receveur ; [...] »

Orange France considère que cette méthode est inappropriée et développera son argumentation au paragraphe 2.2.

1.2.1.3. Les prestations de l'OPR en PNM V2 ont évolué sans pour autant réduire significativement celles de l'OPD

Le schéma ci-dessous présente les prestations réalisées par l'OPR lors d'un acte de portage en PNM V1 et PNM V2.



Comme le met clairement en évidence le schéma ci-dessus, l'OPR réalise certaines prestations supplémentaires en PNM V2. En complément de réceptionner la demande du client, qui était une prestation déjà existante en PNM V1, l'OPR en PNM V2 se charge de l'information de l'abonné et lui communique la date de portage.

Il convient toutefois de noter que si le dispositif de simple guichet a pour objectif dans la théorie de limiter les démarches de l'abonné à l'égard de l'OPD, puisqu'en PNM V2 l'abonné effectue sa demande de portabilité directement à l'OPR, dans les faits, si des problèmes ou des interrogations surviennent, le client conserve le réflexe de contacter également le service clients de l'OPD.

L'expérience d'Orange France à cet égard révèle qu'un certain nombre de nos abonnés nous contactent notamment pour vérifier les propos de l'OPR, ou pour faire une demande de résiliation.

Cette prestation de l'OPD est par ailleurs prévue par la décision n° 2006-0381 de l'Autorité qui précise que « l'abonné doit pouvoir obtenir son relevé d'identité opérateur auprès du service commercial de l'opérateur sur simple demande. »).

Orange France souligne à ce propos qu'environ [SDA] des demandes de RIO sur le segment de marché grand public sont faites auprès du service clients.

En PNM V2, l'OPR assure en effet 2 prestations supplémentaires (information client et communication de la date de portage). Seulement, il serait **faux d'en conclure qu'il y a eu un transfert de prestations de l'OPD vers l'OPR**.

Si avec le dispositif de simple guichet de la PNM V2, l'OPD n'a plus **en théorie** le contact client qu'il avait en PNM V1, il n'en demeure pas moins que **dans les faits** l'OPD est encore directement sollicité par l'abonné.

1.2.1.4. L'intervention en PNM V2 du GIE EGP ne justifie aucunement la baisse substantielle du coût de l'OPD estimée par le projet de décision

On peut également s'interroger sur les impacts de la mise en place, en PNM V2, de l'entité EGP sur les coûts supportés par les opérateurs.



Il a donc été décidé de la création d'une entité centrale qui réalise 3 prestations :

- être l'intermédiaire dans les échanges entre les opérateurs pour gérer les demandes de portabilité (jusqu'à leur finalisation le jour du portage) et de restitution des numéros
- constituer la base de référence des numéros portés
- fournir un outil pour la résolution des incidents entre opérateurs

Chaque opérateur a dû mettre en place avec l'EGP son propre lien et développer/adapter les flux/échanges avec l'EGP ; le seul contrôle mis en place par l'EGP consiste à vérifier qu'il n'existe pas de doublon au moment de la demande sur un même numéro, et sur la date maximale du portage (inférieure à 60 jours).

Tous les autres contrôles (sur les dates, sur l'éligibilité, ...) restent exécutés par les opérateurs.

L'existence de l'EGP ne génère donc aucune économie financière pour les opérateurs s'agissant des prestations de contrôle préalables à tout acte de portage.

La seule économie en termes financiers porte sur la **capacité réseau intervenant dans le lien physique entre les opérateurs et sur les coûts d'exploitation**. En PNM V1, chaque opérateur devait disposer d'un lien vers chacun des 2 autres opérateurs, avec le GIE intervenant en PNM V2 un seul lien est nécessaire entre chaque opérateur et le GIE.

La création en PNM V2 de l'entité GIE EGP assurant l'intermédiation des messages échangés entre les opérateurs et la gestion de l'ensemble des numéros mobiles portés n'a pas permis à l'OPD de faire une économie financière qui conduirait à la baisse du coût supporté par l'OPD estimée par l'Autorité entre 92 % de 98%.

Seule une économie marginale relative à la suppression d'un lien réseau a été réalisée.

1.2.1.5. Un benchmark international donne un tarif moyen inter-opérateur en simple guichet divisé par 2

Le rapport réalisé par l'ECC (Electronic Communications Committee) en octobre 2005 sur la mise en œuvre de la portabilité des numéros mobiles en Europe témoigne d'un **coût global moyen** supporté par les opérateurs et le gestionnaire de la base centralisée de 12,80 €.

Porting costs

The administrative process of porting a number involves various costs for the recipient network operator, the donor network operator, and potentially for mobile dealers or mobile resellers which may be involved in the porting process and for the operator of a number database.

The actual cost of a single port of a mobile number in the CEPT countries in which mobile number portability is implemented or planned and for which information is available range from 0 € up to 29 €; the average cost being 12,80 €.

Double guichet

Country	Original announced costs	Costs in Euros (rates from 3 August 2005)
Belgium	Simple port 3,86 € Complex port 23,41 € Average 11,50 €	11,50 €
Croatia	5,30 € (recipient pays donor operator)	5,30 €
Cyprus	5,52 CYP	9,7 €
Denmark	72 DKK (tax excluded)	9,65 €
Estonia	Not available	—
Finland	10 € (about)	10 €
France	15,20 €	15,20 €
Germany	22,50 – 29,95 € Average 26 €	26 €
Ireland	20 €	20 €
Italy	10,02 €	10,02 €
Lithuania	No fee	—
Netherlands	23,89 € 10/100 block: 270 € 1.000/10.000 block: 1.783 €	23,89 €
Norway	10 €	10 €
Portugal	15 €	15 €
Spain	No fee	—
Sweden	36 SEK	3,84 €
Switzerland	29 CHF	18,62 €
United Kingdom	20 GBP (estimated, 1997 figure)	29,04 €

Table 9: Actual administrative costs per port

Simple guichet

Simple guichet

Double guichet

On remarque tout d'abord que seuls le **Royaume Uni** et la **France** disposaient en 2005 d'un dispositif de **double guichet**, alors que tous les autres pays proposaient une portabilité en simple guichet.

La moyenne du coût de portage pour les pays avec **simple guichet** est de **11.50 €** contre **22 €** pour les **pays avec double guichet** soit un coût divisé par 2. Ce chiffre est néanmoins à considérer avec prudence du fait du faible nombre de pays offrant le double guichet.

En revanche, l'estimation du coût supporté par l'OPD en PNM V2 donnée par le projet de décision et compris entre **0,25€ et 1 €** conduit, entre la PNM V1 en double guichet et la PNM V2 en simple guichet, à un coût divisé par un facteur compris entre 12 et 48.

Un benchmark international fait observer que les coûts du portage en simple guichet seraient divisés par 2 par rapport au double guichet et non pas, comme donné par le projet de décision, par un facteur compris entre 12 et 48.

On note par ailleurs que la Suisse (18.62€), l'Allemagne (26 €), les Pays Bas (23.89 €), l'Irlande (20€) bien que proposant le simple guichet présentent des tarifs de portage significativement supérieurs à celui mis en œuvre en France en double guichet.

En conclusion, les différences de prestations révélées par l'analyse comparative des dispositifs des PNM V1 et V2, ne peuvent conduire à la baisse estimée par le projet de décision de 92 % à 98% pour le coût supporté par l'OPD et à la suppression pure et simple des coûts supportés par l'OPA.

1.2.2. Une progression du volume des numéros portés en PNM V2 très inférieure au facteur de baisse du coût de l'OPD estimé par le projet de décision

Les coûts unitaires étant très dépendants du nombre annuel de numéros portés, nous avons donc procédé à la comparaison entre l'estimation, sur le marché global, du volume **moyen annuel de numéros portés sur la période 2003-2006**, à savoir 635 495 numéros portés qui ont conduit à l'estimation des 15.2 €, et le **volume prévisionnel de numéros portés de 2008**.

Nous avons estimé le **volume prévisionnel de numéros mobiles portés 2008** sur le marché global à partir du volume de numéros portés au 3T07 sur lequel nous avons appliqué une progression de [SDA] donnant [SDA].

On obtient donc une **progression du volume annuel de portés** entre 2003-2006 et 2008 d'un **facteur 2**.

Cela conduit dans l'hypothèse où les coûts globaux annuels supportés par l'OPD seraient du même niveau en PNM V1 et PNM V2 à des coûts unitaires **divisés par 2** et non pas par un **facteur compris entre 12 et 48** comme estimé par le projet de décision.

L'augmentation prévisionnelle du volume annuel de numéros portés en 2008 ne peut justifier le fait que le coût unitaire supporté par l'OPD soit divisé par un facteur compris entre 12 et 48.

En effet, l'augmentation du nombre de portés en 2008 comparativement à la moyenne annuelle sur 2003-2006, période sur laquelle le coût de portage de l'OPD était fixé par l'Autorité à 12 €, conduirait à un coût unitaire de [SDA] supporté par l' OPD et non pas de 0,25 € à 1€ comme estimé par le projet de décision.

1.2.3.Comparatif de la nature des coûts et des méthodes de recouvrement retenues par l'Autorité en PNM V1 et PNM V2

1.2.3.1. Les opérateurs supportent les mêmes natures de coûts en PNM V1 et PNM V2, à savoir des coûts d'investissement et de fonctionnement

Sur les périodes allant de 2003 à 2006 pour la PNM V1 et de 2007 à mi- 2010 pour la PNM V2, aucun des investissements n'est amorti.

Dans les 2 cas, des coûts d'investissement et de fonctionnement sont supportés par les opérateurs.

La nature des coûts supportés par les opérateurs (investissement et fonctionnement) étant identique sur les périodes considérées en PNM V1 et PNM V2, elle ne saurait être la cause de la baisse du coût unitaire supportée par l'OPD et l'OPA.

1.2.3.2. Les méthodes de recouvrement retenues par l'Autorité en PNM V1 et PNM V2 ont été fondamentalement modifiées

La décision n° 02-549 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 11 juillet 2002 portant adoption des lignes directrices relatives à la Portabilité des Numéros Mobiles (PNM) » précisait s'agissant des coûts de la PNM V1 en son annexe 2 :

« [...] *Annexe 2 : Les coûts de la PNM et leur recouvrement*

A2.1 Les coûts de la PNM

Les opérateurs encourrent plusieurs types de coûts liés à la Portabilité des Numéros Mobiles :

- *Des coûts de mise en œuvre*
- *Des coûts de portage*
- *Des coûts de reroutage des communications.*

A2.1.1 Les coûts de mise en œuvre de la PNM

Chaque opérateur supporte des coûts propres induits par l'introduction de la Portabilité des Numéros Mobiles, qu'il s'agisse de coûts d'évolution de son infrastructure (réseau, système d'information, plates-formes de service ...) ou de coûts de marketing-publicité.

A2.1.2 Les coûts de portage

Lors d'une opération, les opérateurs encourrent des coûts de portage, notamment :

- *Contrôle d'éligibilité, délivrance du bon de portage et opérations techniques de portage pour l'opérateur donneur.*
- *Opérations de support et opérations techniques de portage propres pour l'opérateur attributaire.*
- *Opérations techniques de portage pour l'opérateur receveur.*
- *Système d'information de gestion client liés au portage.*

A2.1.3 Les coûts de reroutage

Lors de la phase 1 de la Portabilité des Numéros Mobiles, l'opérateur attributaire d'un numéro porté se verra confier par des opérateurs tiers (opérateurs fixes et opérateurs mobiles dans certains cas) des communications à destination de cet abonné dont il n'est plus l'opérateur de souscription.

L'opérateur attributaire encourt donc des coûts de reroutage par rapport à un schéma (qui sera mis en œuvre lors de la phase 2 de la PNM) où la communication est directement transmise à l'opérateur de souscription.

A2.2 Le recouvrement des coûts de la PNM

A2.2.1 Les coûts de mise en œuvre de la PNM

Les opérateurs doivent prendre en charge les coûts de mise en œuvre de la PNM. En d'autres termes, ces coûts ne doivent être répercutés ni à l'opérateur receveur dans le cas d'un portage sortant ni au client final dans le cas d'un portage entrant.

A2.2.2 Les coûts de portage

L'opération de portage d'un numéro peut faire l'objet d'une facturation à l'acte de la part des opérateurs donneur et attributaire du numéro porté vers l'opérateur receveur de ce dernier. Les coûts facturés correspondent aux coûts de portage.

Ces tarifs devront respecter les principes de non-discrimination et d'efficacité. Les opérateurs du GPM devront chercher à appliquer un tarif commun de ces opérations. Ces tarifs seront consignés dans les documents contractuels de mise en œuvre de la phase 1 de la PNM.

L'opérateur receveur supporte les coûts de portage technique propres à son rôle de receveur. L'Autorité considère que la PNM doit être accessible au plus grand nombre des consommateurs mobiles, et que, si l'opérateur choisit de répercuter tout ou partie de ses coûts de portage à travers un tarif spécifique de la portabilité pour le client final, ce tarif ne saurait, en tout état de cause, être dissuasif »

Les lignes directrices excluaient ainsi les **coûts de mise en œuvre** à savoir : les « *coûts d'évolution de son infrastructure (réseau, système d'information, plates-formes de service ...) ou de coûts de marketing-publicité.* »

Il convient de rappeler que les coûts écartés par l'Autorité en PNM V1 concernaient les investissements relatifs :

- à la mise en place d'une base de données gérant les numéros portés
- aux développements effectués sur le système d'information pour être en mesure de gérer des numéros dont Orange France n'était pas attributaire.

Ces coûts n'ont pas été retenus par Orange France pour évaluer le coût unitaire prévisionnel supporté en tant qu'OPD et OPA en PNMV1.

Ces coûts ne sont par ailleurs plus supportés en PNM V2 : ces investissements sont entièrement amortis.

Dans le cadre de la PNM V1, l'Autorité retenait les coûts d'investissement et de fonctionnement de « Système d'information de gestion client liés au portage » comme coûts pertinents recouvrables par l'OPD et l'OPA auprès de l'OPR.

Orange France constate que ces coûts sont maintenant écartés, par le projet de décision, du périmètre des coûts recouvrables par l'OPD et l'OPA auprès de l'OPR.

Orange France ne peut que s'interroger sur ce changement fondamental de périmètre des coûts pertinents opéré par l'Autorité entre les PNM V1 et V2 et sur lequel l'Autorité n'apporte aucune justification.

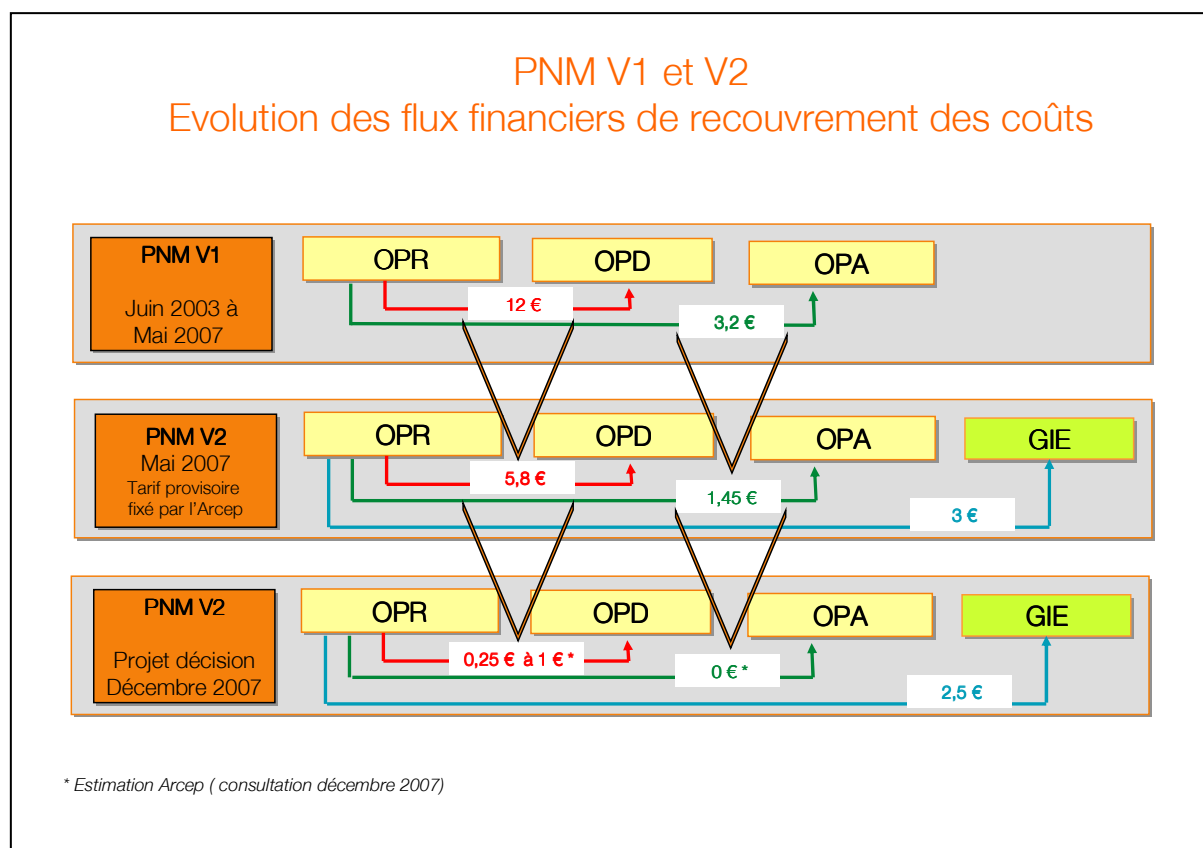
En conclusion, l'analyse des paramètres influençant le niveau des coûts unitaires supportés par l'OPD et l'OPA lors de l'acte de portage a mis en évidence des évolutions entre les PNM V1 et V2 qui ne justifient aucunement la baisse du coût unitaire estimée par le projet de décision de 92% à 98% pour l'OPD et la suppression des coûts supportés par l'OPA

En revanche, le changement des périmètres des coûts pertinents définis par la décision n° 2002-549 de l'Autorité et par le projet de décision conduit à une diminution substantielle, entre les PNM V1 et V2, des coûts recouvrables par l'OPD auprès de l'OPR.

Un changement fondamental de périmètre sur lequel l'Autorité ne donne aucune justification.

2. Orange France conteste le périmètre des coûts incrémentaux et la méthode de recouvrement retenus par le projet de décision

2.1. L'Autorité avait fixé en mai 2007 des tarifs provisoires notablement supérieurs aux estimations du projet de décision



Orange France souhaiterait souligner qu'au-delà de la baisse considérable des tarifs de portage intervenant entre les PNM V1 et V2, sur le périmètre même de la PNM V2, les tarifs de portage affichent également une baisse conséquente.

En effet, l'Autorité avait fixé en mai 2007 des tarifs provisoires sur la base du tarif de France Télécom de 5,8 € facturés par l'OPD à l'OPR et de 1,45 € facturés par l'OPA à l'OPR.

Aussi, Orange France s'interroge à double titre sur la baisse des tarifs inter-opérateurs intervenant en PNM V2 :

- la baisse substantielle entre les tarifs de la PNM V1 et les tarifs définitifs de la PNM V2 estimés par le projet de décision
- la baisse significative entre les tarifs provisoires de la PNM V2 et les tarifs définitifs estimés de la PNM V2.

L'Autorité ayant fixé un tarif provisoire à compter du 21 mai 2007, Orange France souhaite que la décision précise que ce tarif reste applicable du 21 mai 2007 à la date d'entrée en vigueur du tarif définitif prévu par la décision.

2.2. Le projet de décision ne précise pas la méthode de recouvrement des coûts de l'OPA

Orange France s'étonne de l'omission qui a été faite des coûts supportés par l'OPA et recouvrables auprès de l'OPR.

L'opérateur estime que le recouvrement au moyen de la facturation de la prestation de réacheminement du trafic à destination des numéros portés qui pourrait être éventuellement envisagé serait inapproprié dans la mesure où l'inducteur du coût supporté par l'OPA est l'acte de portage lui-même et non pas le réacheminement du trafic.

Bien que la finalité de la prestation de l'OPA réalisée lors de l'acte de portage soit bien le re-routage, la méthode de recouvrement repose sur l'inducteur de coût et non pas la finalité de la prestation.

La logique de recouvrement basée sur la finalité de la prestation est donc fortement contestable.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le recouvrement se ferait au moyen de la facturation du re-routage, il existe un **risque fort de non recouvrement** pour l'OPA de ses coûts de portage dans l'éventualité où l'ensemble des acteurs opérerait pour le routage direct ou ferait appel à un opérateur transitaire.

Et le fait que des **opérateurs transitaires préparent en ce moment même des offres de ce type** vient confirmer ce risque de non recouvrement pour l'OPA. Toujours à ce propos, Orange France souhaite rappeler que l'Autorité dans son compte-rendu de la multilatérale du 9 novembre 2007 notait que : « *Même si le routage indirect porte de nombreux inconvénients l'Autorité souligne que ce mécanisme présente un avantage qui est celui de « roue de secours » à terme.* »

Au-delà de la logique contestable de recouvrement, il apparaît surtout un risque patent que l'OPA ne puisse recouvrer les coûts supportés lors de l'acte.

On ne peut que constater qu'il n'y a pas d'argument recevable qui puisse conduire à écarter le mécanisme de recouvrement, auprès de l'OPR, des coûts induits par l'acte de portage et supportés par l'OPA ; ce mécanisme de recouvrement en vigueur en PNM V1 était fondé légitimement sur l'inducteur du coût, à savoir l'acte de portage et non pas sur le trafic réacheminé.

La méthode de recouvrement via la prestation de re-routage présente de surcroît le risque pour l'OPA de ne jamais recouvrer ses coûts dans la mesure où, à brève ou moyenne échéance, l'ensemble des opérateurs du marché risque de ne plus faire appel à l'OPA pour réacheminer le trafic, notamment parce que des opérateurs transitaires qui ne sont pas OPA vont proposer cette prestation.

En conclusion, Orange France demande que le mécanisme de recouvrement des coûts de l'OPA auprès de l'OPR, appliqué en PNM V1, soit maintenu et précisé par la décision.

2.3. Contrairement à l'analyse du projet de décision, Orange France supporte des coûts spécifiques PNM V2 sur des fonctions non spécifiques PNM V2

Le projet de décision décompose les coûts induits par la portabilité de la façon suivante :

Les coûts induits par la conservation du numéro sont résumés dans le tableau suivant.

	Coûts d'investissement	Coûts d'exploitation
Surcoûts induits sur certaines fonctions existantes de l'opérateur	Surcoût d'investissement, par exemple dans le choix d'un matériel relativement plus performant	Surcoût récurrent fixe ou variable
Coûts spécifiques	Investissements spécifiques dimensionnés selon le nombre d'abonnés ou le cas échéant le nombre de demandes de conservation du numéro	Coût d'exploitation récurrent fixe ou variable selon le nombre d'abonnés ou le cas échéant le nombre de demandes de conservation du numéro

Le projet de décision précise également s'agissant de la nature des coûts: *« Par ailleurs, les coûts non spécifiques à la conservation du numéro sont des coûts qui, puisque partagés avec les autres activités de l'opérateur, n'ont pas lieu d'être variables en fonction des demandes de conservation des numéros. »*,

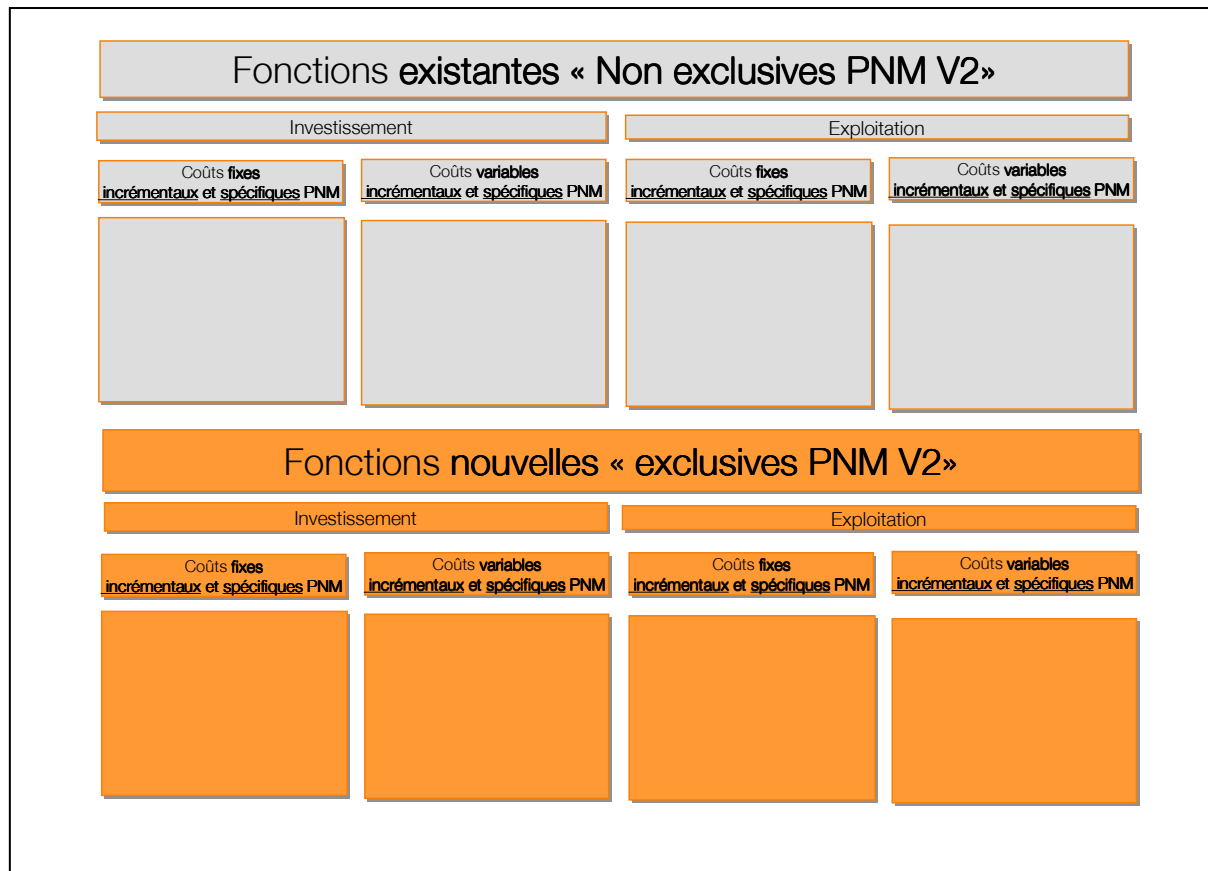
Toujours à ce propos, il est indiqué : *« Pour autant, certains coûts de conservation des numéros sont directement observables car strictement spécifiques à la mise en œuvre de la fonctionnalité. Il peut s'agir par exemple des coûts liés au serveur vocal interactif prévu par l'article 5 de la décision n°06-0381 susvisée, destiné à renseigner les clients désireux de conserver leur numéro. »*

Orange France relève que le projet de décision semble faire une confusion entre « *coûts spécifiques* » et « *fonctions spécifiques* ».

Le document qualifie en effet incorrectement de « coûts non spécifiques » à la portabilité les **coûts partagés avec les autres activités de l'opérateur** i.e. les coûts consécutifs à la mise en œuvre de la portabilité sur des applications existant antérieurement à la portabilité telles que le système d'information.

Bien qu'il s'agisse, selon la terminologie de l'Autorité, de « fonctions non spécifiques », les **coûts relatifs à la portabilité et supportés au niveau de ces fonctions** sont en revanche **spécifiques à la portabilité**. Ils sont en effet directement induits par la mise en œuvre de la portabilité et à ce titre **doivent être intégrés au périmètre des coûts pertinents**.

En distinguant les coûts fixes et variables, et en utilisant la terminologie du projet de décision, la typologie des coûts incrémentaux et spécifiques à la portabilité est donc la suivante :



L'ensemble des coûts présentés dans le schéma ci-dessus sont **incrémentaux et spécifiques à la PNM V2** ; certains concernent, selon la terminologie du projet de décision, des **fonctions existantes** comme le système d'information et d'autres des **fonctions spécifiques à la PNM V2**.

Orange France demande qu'ils soient à ce titre intégrés en totalité au périmètre des coûts pertinents recouvrables auprès de l'OPR.

2.4. Le décret n°2006-82 relatif à la portabilité du numéro prévoit une rémunération du capital

L'article 3 du projet de décision précise : « Dans le respect du principe d'efficacité économique, seuls les coûts directement liés à une demande de conservation de numéro mobile et variables en fonction de ces demandes peuvent être recouverts par l'opérateur donneur auprès de l'opérateur receveur. Ces coûts sont limités aux coûts des prestations suivantes :

- la mise à disposition d'information aux abonnés mobiles conformément à la décision n° 06-0381 de l'Autorité susvisée, comprenant :
 - un appel d'interrogation du serveur vocal d'information dédié à la portabilité des numéros permettant d'obtenir le RIO de l'abonné, et ;
 - l'envoi d'un SMS à l'abonné mobile ;
 - la vérification du caractère éligible de la demande de conservation du numéro et la transmission du résultat à l'opérateur receveur. »

Orange France comprend que l'Autorité exclut tout coût d'investissement du périmètre des coûts recouvrables auprès de l'OPR quand bien même il se rapporterait à des investissements incrémentaux et spécifiques à la portabilité.

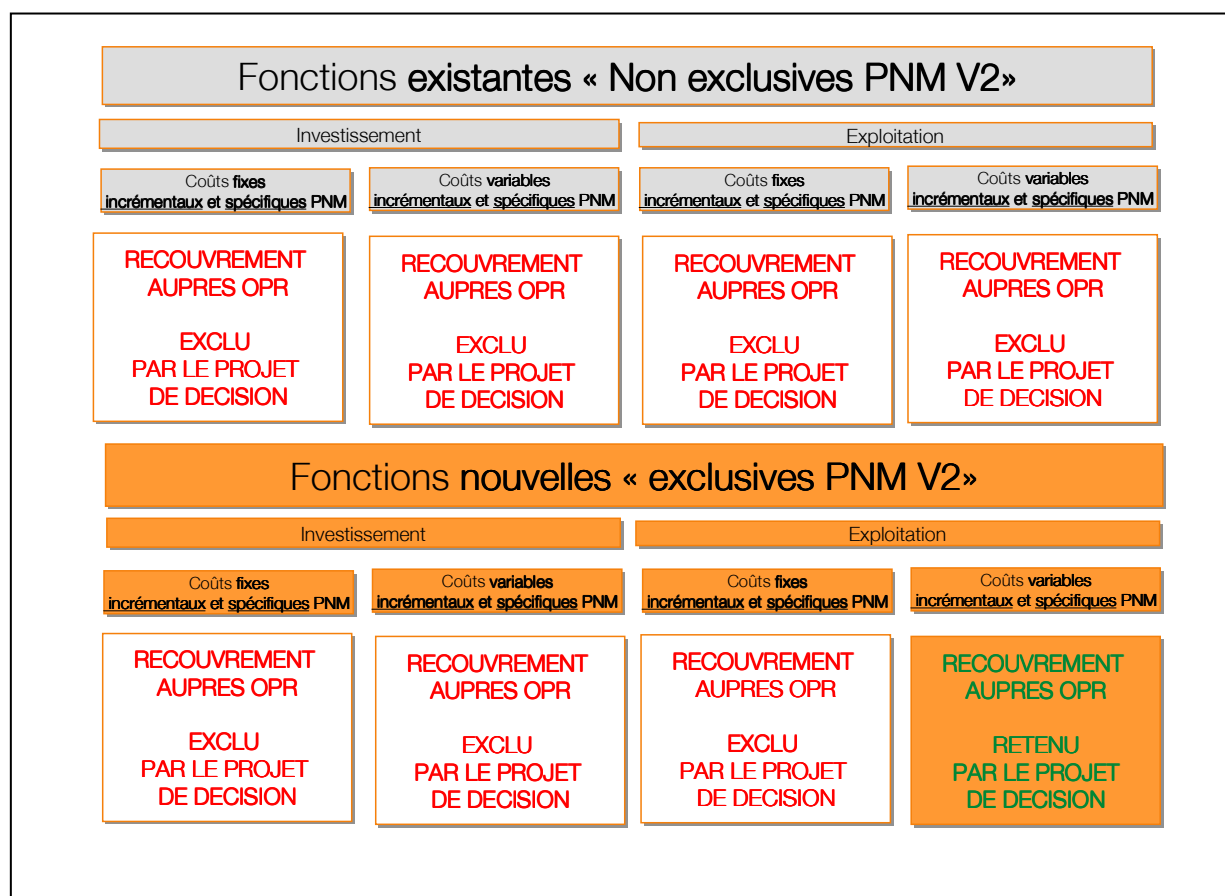
Orange France est d'autant plus étonnée par cette approche car au-delà de la légitimité de l'OPD à recouvrer l'intégralité de ses coûts incrémentaux et spécifiques à la PNM V2, le décret n°2006- 82 relatif à la portabilité du numéro précise en son article D. 406-19 IV que l'Autorité : « veille également à assurer une rémunération raisonnable des capitaux employés, compte tenu du risque encouru. »

En conclusion, dans la mesure où une « *rémunération raisonnable des capitaux employés* » est prévue par le décret n°2006- 82, les coûts d'investissement ne sauraient être exclus par le projet de décision du périmètre des coûts pertinents recouvrables auprès de l'OPR.

Orange France demande donc que la décision de l'Autorité soit en conformité avec le décret n°2006-82 relatif à la portabilité du numéro en intégrant les investissements incrémentaux et spécifiques à la PNM V2 au périmètre des coûts recouvrables auprès de l'OPR.

2.5.L'exclusion de la majeure partie des coûts incrémentaux est la conséquence d'affirmations corroborées par aucun élément concret

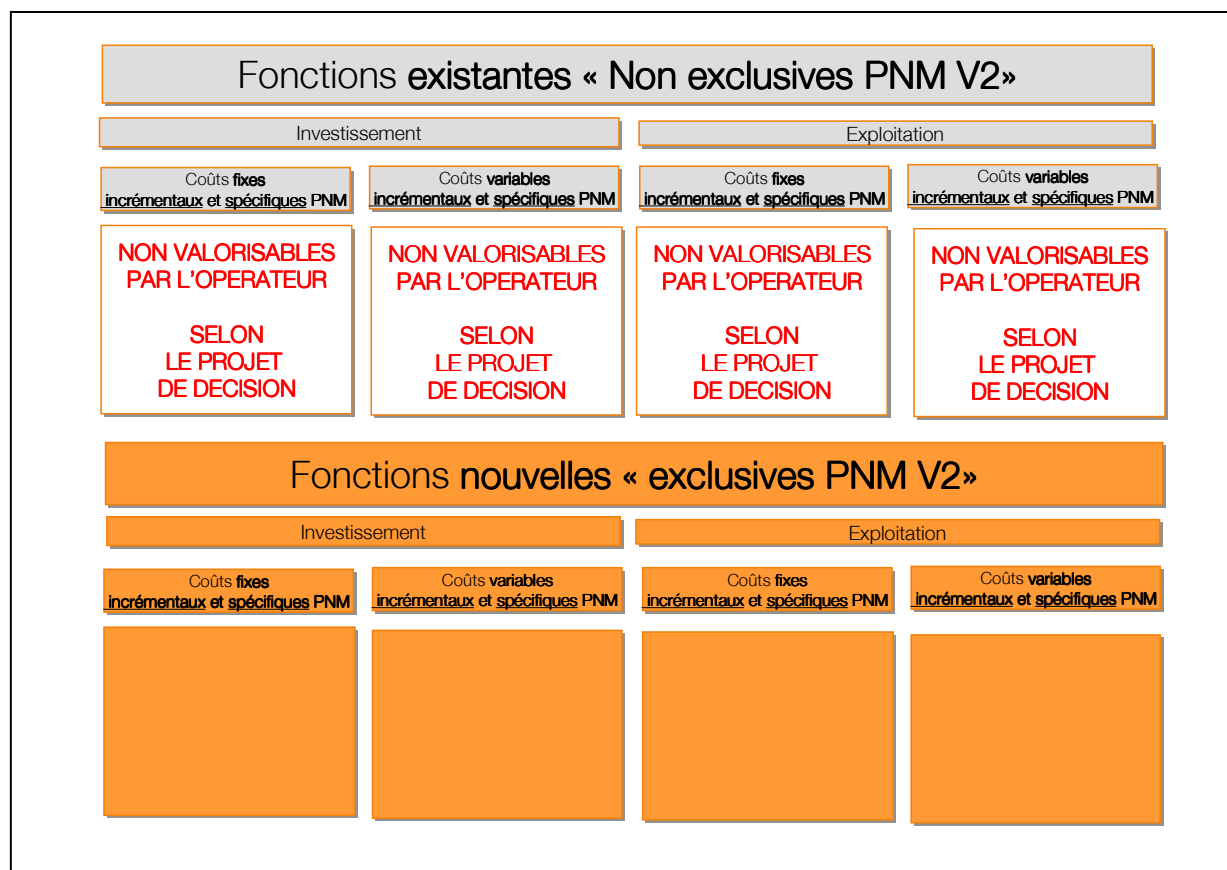
Le schéma ci-dessous présente les coûts retenus par le projet de décision pour être recouverts par l'OPD auprès de l'OPR.



2.5.1.Des coûts incrémentaux exclus car supposés non valorisables par le projet de décision

2.5.1.1. Orange France est en mesure de valoriser ces coûts incrémentaux

Le projet de décision indique : « La délimitation précise de l'ensemble des charges découlant de la mise en œuvre de la conservation du numéro est alors particulièrement complexe. Certains coûts de conservation des numéros font ainsi directement partie intégrante de coûts d'investissement et d'exploitation de l'opérateur, sans qu'il soit pour autant possible de mesurer précisément l'écart avec les coûts qui auraient été supportés si cette fonctionnalité n'avait pas été rendue obligatoire. Les systèmes d'information auraient été relativement moins complexes, les choix d'architecture peut-être différents. »



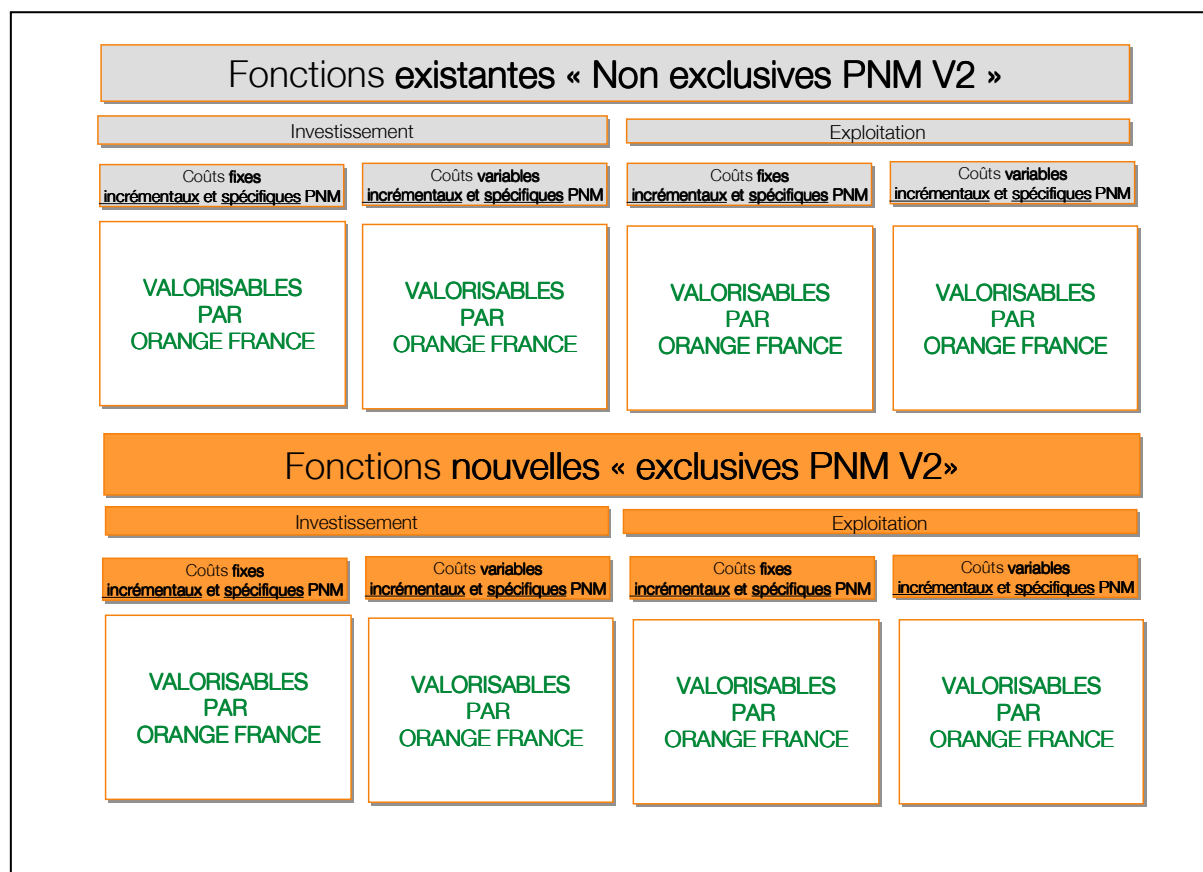
Le projet de décision reconnaît bien que l'opérateur doit supporter des coûts incrémentaux au niveau de son système d'information pour la mise en œuvre de la portabilité, mais suppose que ces coûts ne sont pas valorisables par l'opérateur.

Le raisonnement développé par le projet de décision consiste ainsi à écarter ces coûts du périmètre des coûts pertinents recouvrables auprès de l'OPR au motif que l'OPD est dans l'incapacité de les valoriser. L'OPD n'aurait d'autre alternative que de les recouvrer auprès de sa base d'abonnés.

Orange France est en mesure de valoriser ces coûts (voir annexe 1).

En effet, lorsque des développements sont nécessaires au niveau du système d'information, une valorisation des coûts consécutifs est donnée par le prestataire pour chaque type de développement effectué.

En revanche, il est plus difficile d'identifier les coûts incrémentaux d'exploitation consécutifs à la mise en œuvre de la PNM V2 au niveau des **fonctions existantes** ; ces coûts étant par ailleurs marginaux, Orange France ne les a, par conséquent, pas comptés pour déterminer son coût complet incrémental recouvrable auprès de l'OPR.



2.5.1.2. La préconisation de recouvrer les coûts d'investissement et d'exploitation sur la base d'abonnés de l'OPD n'est pas conforme aux dispositions du décret n°2006-82

Le projet de décision préconise que l'OPD facture à l'ensemble de ses abonnés les coûts de mise en place et de fonctionnement d'un dispositif leur permettant d'exercer leur droit de porter leur numéro quand bien même ils n'exerceraient pas ce droit.

Orange France souhaiterait souligner que cette méthode de recouvrement revient pour l'OPD à facturer de « façon cachée » les abonnés qui exerceront leur droit : une facturation que le décret n°2006-82 exclut puisqu'il précise que l'OPD ne peut facturer les coûts de portage à l'abonné.

L'opérateur considère par ailleurs qu'il n'est pas légitime de facturer les coûts de mise à disposition d'une prestation à celui qui n'en bénéficie pas, seul le bénéficiaire doit en supporter les coûts. En l'occurrence, le bénéficiaire de la portabilité est l'OPR et non pas l'abonné qui n'exerce pas son droit de porter son numéro.

L'OPR a de plus comme le prévoit le projet de décision la possibilité de refacturer le coût à son nouvel abonné ; lui-même étant également bénéficiaire de la portabilité.

Orange France conteste la méthode retenue par le projet de décision pour recouvrer les coûts incrémentaux d'investissement et de fonctionnement spécifiques à la PNM V2 relatifs à des fonctions non spécifiques de l'OPD ; celle-ci consisterait à faire supporter ces coûts à la totalité de la base d'abonnés de l'OPD, que ces abonnés bénéficient ou non d'une portabilité.

Orange France ne peut envisager que l'abonné qui n'exerce pas son droit de porter son numéro supporte les coûts d'une prestation dont les bénéficiaires sont l'OPR et l'abonné exerçant ce droit.

De plus, l'argument avancé par le projet de décision pour écarter le recouvrement légitime de ces coûts incrémentaux et spécifiques auprès du bénéficiaire de la portabilité qu'est l'OPR, à savoir l'impossibilité pour l'OPD de les valoriser, n'est pas recevable. Orange France sait en effet valoriser ces coûts et est donc en mesure de les recouvrer auprès de l'OPR.

Enfin, la méthode de recouvrement des coûts d'investissement de l'OPD au moyen de son activité générale d'opérateur cad auprès de sa base d'abonnés n'est pas en conformité avec les dispositions du décret n°2006-82 qui précise en son article D406-19 I que « L'opérateur donneur ne peut facturer les coûts de portage à l'abonné. »

Orange France demande donc que les coûts d'investissements de l'OPD soient recouverts auprès de l'OPR qui peut, comme prévu par le projet de décision, refacturer son nouvel abonné.

2.5.2. Le projet de décision affirme sans avoir connaissance des coûts complets de l'OPD qu'un tarif basé sur ces derniers serait trop « élevé »

Le projet de décision indique : *« Parmi les conditions essentielles de l'émergence d'une concurrence durable on peut citer l'absence de barrière à l'entrée. Au cas d'espèce, les **coûts d'acquisition de clients** par les nouveaux entrants doivent être proportionnés de manière à favoriser une concurrence saine entre les différents acteurs. Des tarifs trop élevés constitueraient en effet une barrière à l'entrée pour les nouveaux entrants, ce qui limiterait le jeu concurrentiel. »*

Il est regrettable pour le bien-fondé de la théorie développée par le projet de décision que, tout d'abord, il ne s'exprime pas sur le niveau de tarif à partir duquel le tarif est estimé « trop élevé » et que, par ailleurs, il n'ait pas été demandé aux opérateurs une estimation de leurs coûts complets incrémentaux et spécifiques avant de les exclure du périmètre des coûts pertinents.

Orange France ne comprend pas comment le projet de décision peut conclure que recouvrer l'intégralité des coûts incrémentaux et spécifiques à la PNM V2 auprès de l'OPR *'constituerait une barrière à l'entrée pour les nouveaux entrants'* alors que l'Autorité n'a pas connaissance des coûts complets incrémentaux supportés par l'OPD,

L'Autorité n'est donc pas en mesure de mettre en regard le coût complet unitaire de portabilité que refacturerait l'OPD à l'OPR et le coût d'acquisition du client supporté sans portabilité par l'OPR et d'en déduire que le coût est trop « élevé » au motif qu'il serait supérieur d'un certain pourcentage au coût d'acquisition sans portabilité.

A cet égard, Orange France souhaiterait souligner qu'au 2^e semestre 2006, période où le tarif inter-opérateur fixé par l'Autorité était de 15.2 €, le coût moyen d'acquisition alors supporté par Orange France s'élevait à 124 € : un tarif inter-opérateur représentant environ 12 % des coûts d'acquisition n'était alors pas considéré comme trop élevé en PNM V1, on peut en conclure que l'appréciation serait la même pour un taux de 12 % en PNM V2.

Par ailleurs, certains opérateurs supportent des coûts d'acquisition supérieurs à 100 € puisqu'ils proposent de rembourser 100 € à leurs futurs clients qui changeraient d'opérateur en conservant leur numéro ; à ces 100 € il convient d'ajouter la subvention du terminal, les coûts de communication,...

Certains opérateurs étant en mesure de rembourser 100 € à leurs futurs clients, un tarif inter-opérateur en PNM V2 qui serait par exemple du même niveau que celui de la PNM V1 (15.2 €) pourrait difficilement être écarté au motif qu'il contribuerait à un coût d'acquisition trop « élevé ».

TELE2 MOBILE
POUR VOUS CONTINUER À TÉLÉPHONER TROP CHIER

Accueil
Téléphones mobiles
Forfaits
Forfaits bloqués
Carte prépayée

Conservez votre numéro de portable...

...et Empochez 100€!
Prolongation Exceptionnelle jusqu'au 28 janvier 2008

Devenez client TELE2 Mobile et gardez votre numéro de téléphone, rien de plus simple, TELE2 Mobile s'occupe de tout ! Et en plus, vous gagnez 100 euros.

Vous pouvez ainsi changer d'opérateur sans changer de numéro de téléphone et bénéficier des tarifs parmi les moins chers du marché. Ce service entièrement gratuit fonctionne quelque soit votre opérateur.

neuf

ADSL FIBRE OPTIQUE MOBILE FIXE

Nos forfaits | Nos mobiles | TWIN | Questions - Réponses | Couverture GSM et WIFI | Tarifs et Conditions

Choisir Neuf sans changer de numéro !

Envoyer Imprimer

CONSERVEZ VOTRE NUMÉRO DE MOBILE
C'est simple et en seulement 10 jours (a) !
En plus, Neuf vous rembourse jusqu'à 100€ (b) !

Le projet de décision développe ainsi une théorie sans éléments chiffrés venant la corroborer.

Il exclut le recouvrement des coûts d'investissement auprès de l'OPR au motif que les coûts d'acquisition deviendraient alors trop « élevés » pour l'OPR alors que l'Autorité n'a pas connaissance du montant de ces coûts d'investissement.

Orange France a communiqué ses coûts complets à l'annexe 1 et l'Autorité peut constater qu'ils ne sont pas si « élevés » au regard :

- des coûts d'acquisition supportés par les opérateurs
- des montants remboursés (100 €) par certains opérateurs à leurs nouveaux abonnés

2.5.3. Le projet de décision avance que la pratique de tarifs de portabilité « élevés » freinerait la fluidité du marché sans aucun élément de benchmark ou d'étude pour le corroborer

Orange France observe que le projet de décision exclut le recouvrement auprès de l'OPR des coûts d'investissement liés à « la modification des systèmes d'un opérateur pour rendre possible la conservation de numéros » au simple motif non étayé que « la pratique de *tarifs de portabilité élevés* inciterait les opérateurs receveur à en répercuter les coûts sur les nouveaux abonnés. Ces coûts de changements réduiraient la fluidité du marché, ce qui amoindrirait le jeu concurrentiel, et limiterait la pression à la baisse sur les tarifs de détail proposés au consommateur. »

Orange France s'étonne que les théories développées par le projet de décision n'aient pas été confrontées à la réalité des faits.

Une fois encore, Orange France ne comprend pas comment le document de l'Autorité peut affirmer qu'un tarif de portabilité intégrant les coûts d'investissement serait si « élevé » qu'il freinerait la fluidité du marché. En effet, l'Autorité, n'ayant pas connaissance du niveau du coût complet supporté par l'OPD qui serait facturé à l'OPR, n'a pu observer sur des marchés comparables les effets sur la fluidité d'un tarif inter-opérateur qui serait du même niveau que le coût complet de l'OPD.

Orange France rappelle, à ce propos, que le décret n°2006-82 précise en son article D. 406-19 IV que l'Autorité « [...] peut également prendre en compte les prix en vigueur sur les marchés comparables en France ou à l'étranger [...] »

Orange France souhaite, par ailleurs, rappeler à l'Autorité qu'en PNM V1 l'ensemble des nouveaux opérateurs ne facturait, en tant qu'OPR, aucun frais au nouvel abonné qui demandait la portabilité de son numéro alors que le tarif inter-opérateur était de 15,20 €.

On peut ainsi en conclure que ce tarif de 15,20€ n'était pas considéré, au sens de l'Autorité, comme « élevé » par les OPR et qu'un tarif en PNM V2 de l'ordre de 15,2 € ne serait de la même façon pas répercuté sur le nouvel abonné.

Orange France ne peut que regretter que l'Autorité n'ait pas réalisé un benchmark des tarifs pratiqués en Europe qui aurait mis en lumière une baisse de la fluidité du marché à partir d'un certain niveau de tarif inter-opérateur.

Orange France se propose donc de produire des **benchmarks de sources différentes** afin d'identifier un éventuel lien de cause à effet entre un tarif élevé et une faible fluidité du marché.

2.5.3.1. Un rapport de l'ERG en 2005 s'exprimait sur la progression de la portabilité dans des pays où le coût de portage était supérieur à 10€

Le rapport de l'ERG en 2005 sur « "Transparency of retail prices (with implementation of Number Portability)" » indiquait que certains pays avaient connu une augmentation importante du nombre de numéros portés entre 2004 et 2003.

On constate que le pays qui a connu la plus forte progression en 2004 est la Finlande où le coût de portage est facturé à 10 € et que l'Espagne a connu en 2004 une progression inférieure à la Finlande alors que l'OPD ne facture pas son coût de portage à l'OPR !

Table 9 - Quantity of ported mobile numbers

Countries	Quantity of ported Mobile numbers		% Growth
	2003	2004	2004 vs 2003
Austria	N/A	14.000	
Cyprus	N/A	925	
Czech Republic	N/A	N/A	N/A
Denmark	219.000	259.000	18%
Estonia	N/A	N/A	N/A
Finland	312.000	1.525.000	389%
France	120.000	250.700	109%
Germany	212.000	489.000	131%
Greece	N/A	16.123	
Hungary	N/A	43.997	
Iceland	N/A	3.000	
Ireland	80.000	236.000	195%
Italy	1.600.000	3.750.000	134%
Lithuania	N/A	20.000	
Malta	N/A	N/A	N/A
Norway	438.218	452.015	3%
Poland	N/A	N/A	N/A
Portugal	23.643	44.480	88%
Spain	1.201.307	4.274.905	256%
Sweden	241.805	399.351	65%
Switzerland	81.332		
The Netherlands	475.825	925.343	94%
United Kingdom	830.783	1.238.610	49%

Coût de portage = 10 €

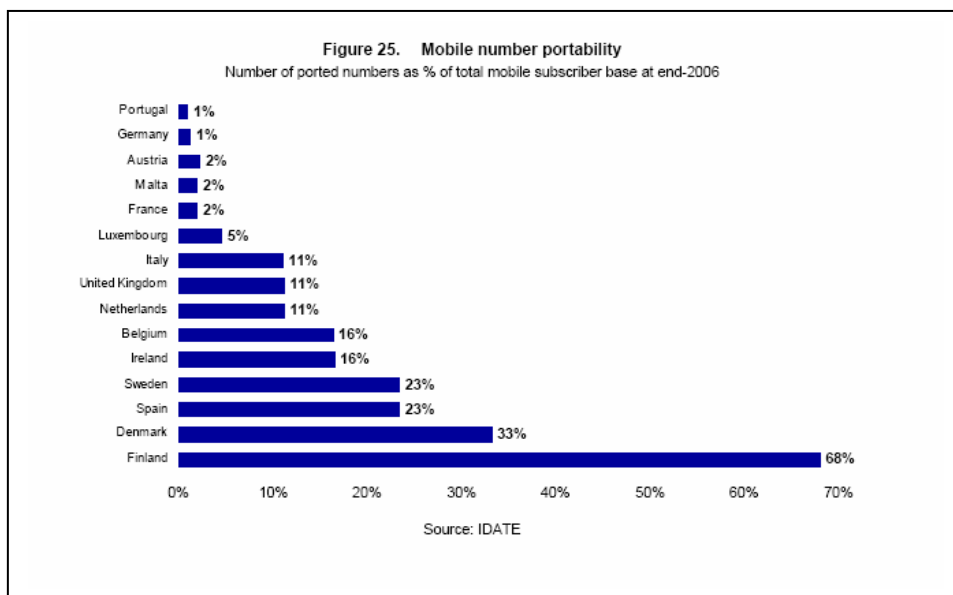
Coût de portage = 10 €

Coût de portage = 0 €

There was a significant increase of ported mobile numbers in percentage terms during 2004 in Finland (by 389%), Spain (by 256%), Ireland (195%), Italy (by 134%), Germany (by 131%) and France (by 109%) when compared to 2003.

2.5.3.2. Un benchmark international contredit l'analyse s'agissant des impacts néfastes du tarif inter-opérateur sur la fluidité du marché (sources : Idate 2007 et ECC 2005)

Une étude menée par l'Idate en 2007 donnait le pourcentage de numéros mobiles portés par rapport au parc de numéros mobiles ; le graphe ci-dessous est extrait de cette étude.



Le tableau ci-dessous, extrait du rapport de l'ECC, révèle le montant des frais facturés au client qui demande la portabilité de son numéro.

The fee charged to users for porting a mobile number among CEPT countries for which information is available ranges from 0 € up to 43,55 €; the average charge is 8,38 €.

Country	Original announced costs	Costs in Euros (rates from 3 August 2005)
Austria	19 € ¹	19 €
Belgium	No fee ²	—
Croatia	No fee	—
Cyprus	No fee	—
Denmark	No fee ³	—
Estonia	No fee	—
Finland	No fee	—
Hungary	No fee	—
Ireland	No fee	—
Italy	10 € ⁴	10 €
Lithuania	No fee	—
Netherlands	9,08 €	9,08 €
Norway	About 85 NOK	10,82 €
Portugal	40 € ⁵	40 €
Slovenia	10 €	10 €
Switzerland	No fee	—
United Kingdom	Up to 30 GBP	43,55 €

Table 10: Fee charged per port

Sur la base de ces éléments ainsi que ceux extraits du rapport de l'ECC donné au paragraphe 1.2.1.5, Orange France va tenter d'identifier l'impact éventuel, soulevé par le projet de décision, du tarif inter-opérateur sur la fluidité du marché.

	Coût de portage facturé entre opérateurs (source ECC 2005)	Tarif client (source ECC 2005)	numéros mobiles portés / parc global de numéros mobiles (fin 2006) (source ldate)	Ancienneté de la PNM à fin 2006 (mois) (source ECC)	% prépayé à fin 2006 (source idate)	Guichet unique (fin 2006)
UK	29,04 €	0 €	11%	96	66%	non
Netherlands	23,89 €	9,08 €	11%	93	59%	oui
Spain	0 €	0 €	23%	72	46%	oui
Denmark	9,65 €	0 €	33%	66	17%	oui
Sweden	3,84 €	0 €	23%	63	50%	oui
Portugal	15 €	0 €	1%	62	84%	oui
Italy	10,02 €	10 €	11%	57	90%	oui
Belgium	11.50 €	0 €	16%	48	62%	oui
Germany	26 €	26 €	1%	49	52%	oui
France	15,20 €	0 €	2%	42	33%	non
Ireland	20 €	0 €	16%	42	79%	oui
Finland	10 €	0 €	68%	42	15%	oui

Tout d'abord, la Finlande avec un tarif inter-opérateur de 10 € présente le taux de portés le plus élevé soit **68 %**, 42 mois après le lancement de la portabilité.

En deuxième position le Danemark, avec **33%** de numéros portés et un tarif inter-opérateur de 9.65 € pour une ancienneté de la PNM de 66 mois.

En première analyse, on remarque que l'existence d'un tarif inter-opérateur d'environ 10 € ne freine pas la portabilité.

Plus précisément en comparaison, on constate que le Royaume Uni présente un même pourcentage de portés que les Pays Bas ; pourtant aucun frais n'est facturé au client au Royaume Uni alors que les Pays-Bas facturent 9.08€ à l'abonné et ce, toutes choses égales par ailleurs (même ancienneté de la PNM, même typologie du parc).

On observe par ailleurs que l'Italie où l'OPR facture 10 € à l'abonné présente un taux de numéros portés (11%) supérieur au Portugal (1%) où l'abonné n'est pas facturé.

En comparant les situations de l'Allemagne et la Belgique, on pourrait imputer le faible taux de portés en Allemagne au tarif facturé au client (26 €), et en conclure qu'un montant de 26 € facturés au client est en revanche trop « élevé » et freinerait la fluidité de marché.

On remarque également que l'Espagne avec un tarif inter-opérateur = 0€, résultat d'un consensus des opérateurs, présente un taux de portés de 23% :

- de même niveau que la Suède qui a pourtant un tarif inter-opérateur de 3.84 €
- inférieur au Danemark où le tarif inter-opérateur est de 9.65 € avec de surcroît un pourcentage plus important de clients avec engagement que l'Espagne

Des benchmarks internationaux sur des marchés comparables à la France ne font apparaître aucun frein à la fluidité qui serait consécutif à un certain niveau de tarif inter-opérateur.

Par ailleurs, si l'on retenait l'estimation du projet de décision (0.25 € à 1 €), auquel s'ajouterait le coût de 2.5 € actuellement facturé par le GIE EGP à l'OPR, le coût global de portage en France serait compris entre 2.75 € et 3.5 €.

Enfin, un focus sur les pays européens présentant une situation de marché comparable à celle de la France à savoir l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni met en évidence un tarif inter-opérateur moyen d'un montant de 16 €.

En conclusion, si on exclut l'Espagne, où le tarif inter-opérateur= 0€ est le fruit d'un consensus des opérateurs et non pas d'une obligation réglementaire, le tarif inter-opérateur pratiqué en France serait le plus faible d'Europe et très éloigné de la moyenne européenne (11.90 € : périmètre des pays listés au § 1.2.1.5).

En conséquence, Orange France considère que l'intégralité des coûts incrémentaux et spécifiques à la PNM V2 supportés par l'OPD doit être recouvrée auprès de l'OPR pour les raisons suivantes :

- le bénéficiaire de l'acte de portage générant ces coûts est l'OPR
- Orange France sait valoriser tous ses coûts incrémentaux, et notamment ses coûts incrémentaux d'investissement relatifs à ses fonctions existantes comme le système d'information contrairement à ce qu'avance le projet de décision
- le recouvrement auprès de l'OPR des investissements incrémentaux supportés par l'OPD est prévu par le décret n°2006-82 qui précise que l'Autorité veille « *à assurer une rémunération raisonnable des capitaux employés* »
- le projet de décision écarte le recouvrement des coûts incrémentaux complets de l'OPD auprès de l'OPR sans avoir connaissance de leur niveau, en conséquence de quoi l'Autorité n'est pas en mesure de justifier que le tarif inter-opérateur basé sur ces coûts freinerait la fluidité du marché
- les affirmations du projet de décision conduisant à écarter le recouvrement des coûts incrémentaux complets ne sont par ailleurs corroborées par aucun élément concret tel qu'un benchmark international et/ou national alors que le décret n°2006-82 prévoit que l'Autorité « *peut également prendre en compte les prix en vigueur sur les marchés comparables en France ou à l'étranger.* »
- le recouvrement des coûts incrémentaux d'investissement prévu par le projet de décision auprès de la base d'abonnés de l'OPD n'est pas en conformité avec les dispositions du décret n°2006-82 qui précise que l'OPD ne peut facturer les coûts de portage à l'abonné

3. Orange France demande que l'intégralité des coûts incrémentaux de la PNM V2 supportés par l'OPR et l'OPA soient recouvrés auprès de l'OPR

3.1. Orange France sait valoriser l'intégralité de ses coûts incrémentaux et spécifiques à la PNM V2

Orange France est en mesure de valoriser l'intégralité de ses coûts incrémentaux qu'il s'agisse des coûts relatifs aux fonctions existantes et que des coûts relatifs aux nouvelles fonctions.

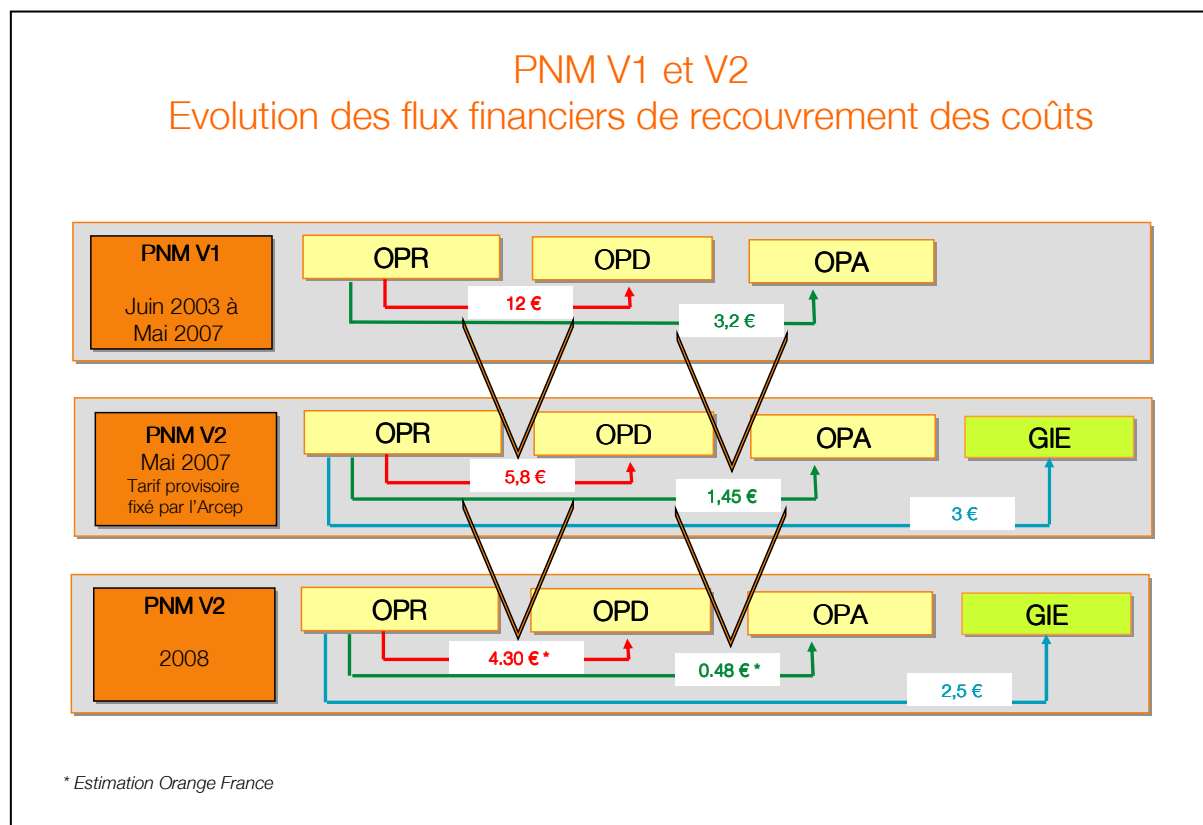
Ces coûts sont détaillés à l'annexe 1 couverte par le secret des affaires.

Le coût incrémental complet supporté par Orange France en tant qu'OPD est de [SDA]

Le coût incrémental complet supporté par Orange France en tant qu'OPA est de [SDA]

Ces coûts ont été déterminés en appliquant une durée d'amortissement de [SDA] pour les développements informatiques.

Il est important de noter que ces coûts baisseront très significativement à partir de [SDA] i.e. dès que l'ensemble des investissements sera amortis.



3.2. Le tarif inter-opérateur PNM V2 proposé par OF sur la base de son coût complet incrémental et du coût du GIE (2.5 €) resterait très inférieur au tarif de la PNM V1

Ce tarif inter-opérateur PNM V2 estimé par Orange France sur la période 2007-mi 2010 serait de **7.28 €** en comparaison du tarif de **15.2 €** pratiqué en PNM V1

Porting costs

The administrative process of porting a number involves various costs for the recipient network operator, the donor network operator, and potentially for mobile dealers or mobile resellers which may be involved in the porting process and for the operator of a number database.

The actual cost of a single port of a mobile number in the CEPT countries in which mobile number portability is implemented or planned and for which information is available range from 0 € up to 29 €; the average cost being 12,80 €

Country	Original announced costs	Costs in Euros (rates from 3 August 2005)
Belgium	Simple port 3,86 € Complex port 23,41 € Average 11,50 €	11,50 €
Croatia	5,30 € (recipient pays donor operator)	5,30 €
Cyprus	5,52 CYP	9,7 €
Denmark	72 DKK (tax excluded)	9,65 €
Estonia	Not available	—
Finland	10 € (about)	10 €
France	15,20 €	15,20 €
Germany	22,50 – 29,95 € Average 26 €	26 €
Ireland	20 €	20 €
Italy	10,02 €	10,02 €
Lithuania	No fee	—
Netherlands	23,89 € 10/100 block: 270 € 1.000/10.000 block: 1.783 €	23,89 €
Norway	10 €	10 €
Portugal	15 €	15 €
Spain	No fee	—
Sweden	36 SEK	3,84 €
Switzerland	29 CHF	18,62 €
United Kingdom	20 GBP (estimated, 1997 figure)	29,04 €

Table 9: Actual administrative costs per port

Simple guichet

Tarif moyen : 11.50 €

Simple guichet

Double guichet

Tarif moyen : 22 €

Double guichet

De la PNMV1 à la PNM V2 : un tarif
divisé par 2

PNM V2 = 7.28 €

PNM V1 = 15.20 €

On notera par ailleurs que le tarif proposé par Orange France pour la PNM V2 sur la base des ses coûts correspond au tarif de la PNM V1 **divisé par 2**.

On relèvera que ce facteur **2** est en cohérence avec le facteur de réduction des coûts, consécutif au passage du double au simple guichet, identifié au niveau européen.

3.3. Le tarif inter-opérateur PNM V2 proposé par Orange France resterait parmi les tarifs les plus faibles observés en Europe

Le benchmark international donne un **tarif moyen de 14.45 €** très supérieur au tarif de la PNM V2 estimé par Orange France.

	Coût de portage facturé entre opérateurs (<i>source ECC 2005</i>)
Spain	0 €
Sweden	3,84 €
France	7.28 €
Denmark	9,65 €
Finland	10 €
Italy	10,02 €
Belgium	11,50 €
Portugal	15,00 €
Ireland	20 €

On observe que le **tarif de la PNM V2** proposé par Orange France est très inférieur à la moyenne européenne (**14.45 €** = périmètre pays du graphe ci-dessus hors France).

Plus particulièrement, le **tarif proposé par Orange France pour la PNM V2** est également très inférieur au **tarif inter-opérateur moyen** pratiqué par les pays européens présentant une situation de marché comparable à celle de la France à savoir **l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et le Royaume-Uni** et qui s'élève à **16 €**.

Par ailleurs, il est important de noter que le **niveau peu « élevé »** du tarif de la PNM V2 proposé par Orange France (**7.28 €**) sur la base d'une estimation de ses coûts complets incrémentaux permet d'écarter la crainte de l'Autorité que l'OPR répercute sur l'abonné les coûts de portage.

En effet, les **pays qui facturent l'abonné** pratiquent un tarif inter-opérateur moyen de **20 €** très supérieur au tarif de la PNM V2 estimé par Orange France.

De plus, le tarif de la PNM V2 proposé par Orange France est très inférieur à celui de la PNM V1 qui n'avait pas donné lieu à une refacturation de l'abonné par les nouveaux opérateurs.

Orange France rappelle par ailleurs que l'impact du tarif inter-opérateur sur la fluidité du marché a été précédemment écarté par un benchmark international. On note également que le tarif estimé par Orange France (7.28€) sur la base de ses coûts incrémentaux et des coûts du GIE est du même niveau que celui de France Télécom.

En conclusion, le tarif inter-opérateur proposé par Orange France pour la PNM V2 sur la base de son complet incrémental et du coût du GIE (2.5 €) est de 7.28 €.

Il est très inférieur au tarif pratiqué en PNM V1 et fixé par l'Autorité à savoir 15.2 € dont le niveau n'avait alors pas conduit à une refacturation de l'abonné.

Il resterait très inférieur au tarif moyen pratiqué en Europe (14.45 €)

Il est du même niveau que le tarif de la PNM V1 revu en tenant compte de la progression du volume de numéros portés en PNM V2

Il serait très inférieur au tarif moyen inter-opérateur (20 €) pratiqué par les pays européens où l'abonné est refacturé par l'OPR

Il serait du même niveau que le tarif de France Télécom pour l'année 2008

En conséquence, Orange France demande à l'Autorité que l'OPD et l'OPA recouvrent l'intégralité de leurs coûts incrémentaux auprès de l'OPR.